

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

EXEMPLE POUR
LE PROLÉTARIATAVERTISSEMENT POUR
LA BOURGEOISIE

LA FRATERNISATION DES TROUPES ITALIENNES SUR LE FRONT DE GUADALAJARA DOIT ETRE UN ENSEIGNEMENT POUR LES ETATS IMPERIALISTES QUI VEULENT NOUS ENTRAINER DANS LA GUERRE.

FRONT RÉVOLUTIONNAIRE !

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE N'EST PAS AUX ORDRES DE STALINE

« L'Espagne veut être républicaine et démocratique »... C'est en tout cas ce que déclarent les Izvestia, interprétant ainsi la volonté du gouvernement russe, beaucoup plus que celle des travailleurs d'Espagne. Par bonheur ceux-ci n'entendent pas se laisser déposséder du droit de diriger le mouvement révolutionnaire vers les fins qu'ils auront eux-mêmes déterminées. Ils se battent non pour substituer une équipe gouvernementale à une autre mais pour réaliser pleinement leur émancipation.

La manœuvre stalinienne a cependant sa raison d'être. Elle s'inspire des intérêts de l'impérialisme russe. Il faut donc d'abord que Franco soit vaincu car une Espagne fasciste s'intégrerait fatalement au bloc germano-italien et en accroîtrait considérablement la puissance. Au contraire l'installation d'un gouvernement républicain signifierait, sur le plan international, l'alliance avec le trio anglo-franco-russe. C'est extrêmement simple. Mais il demeure une troisième solution : celle du triomphe du prolétariat révolutionnaire jetant bas tout l'appareil de l'Etat et révoquant à l'avance tout compromis avec ceux que Lénine appelait les brigands impérialistes.

De cette solution le gouvernement russe ne veut pas. Et on le comprend. Elle aurait d'abord pour effet de le priver d'un concours matériel auquel il tient. Mais elle aurait une conséquence bien plus grave encore : elle serait une terrible menace pour le bourgeois qui tient dans ses mains sanglantes les destinées du peuple russe. La victoire des révolutionnaires espagnols aurait les mêmes répercussions lointaines que l'octobre russe. Elle sonnerait pour tous les prolétaires, ceux de Russie y compris, l'heure de la révolution. Plus encore que la victoire des bolchévistes en 1917, elle serait le signal et le prélude de « la lutte finale » qui doit emporter la domination de la bourgeoisie. Or, il est bien évident que Staline, le constructeur du « socialisme » dans un seul pays, l'homme qui a mis debout la dictature la plus féroce et hypocrite que le monde ait connue, ne peut désirer cette libération du peuple espagnol. De même qu'il conduit le parti communiste français dans les voies de la paix sociale, de l'union avec la bourgeoisie pourvue que celle-ci accepte l'alliance franco-soviétique avec toutes ses conséquences, de même qu'il désire une France forte, c'est-à-dire une France où les luttes sociales sont en sommeil et prête à marcher contre l'Allemagne sur un ordre de l'Etat-Major, de même il a besoin d'une Espagne républicaine et démocratique capable d'entrer dans le jeu russe.

(Suite en 3^e page.)

Nous avons dit dans notre dernier numéro, que la saisie du LIBERTAIRE nous avait causé une perte sèche de 5.000 francs.

Nous nous voyons dans l'obligation de faire appel à tous nos amis, pour combler le déficit. De plus, notre imprimeur vient encore de nous faire subir une augmentation de 5 %, ce qui porte l'augmentation générale subie depuis six mois à plus de 50 %.

L'augmentation de notre tirage, qui a la suite des événements de Clichy vient encore de progresser de 4.000, nous a permis de supporter toutes ces charges supplémentaires. Mais aujourd'hui le coup que vient de nous porter Dame police, par la saisie de notre numéro spécial est trop dur.

Depuis longtemps nous avons fait disparaître de nos colonnes ces appels angoissés pour assurer notre parution, c'est qu'ils étaient devenus inutiles, mais aujourd'hui il n'en est pas de même. Les 5.000 francs que nous avons perdus doivent être rapidement récupérés. Ils peuvent l'être dans l'espace d'une quinzaine si tous nos amis le veulent.

C'est la nouvelle formule qui doit rallier tous les prolétaires déçus par les trahisons du Front Populaire. Il unira révolutionnairement tous les exploités, contre leurs maîtres. IL EST SEUL CAPABLE D'ASSURER LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ

Les événements de Clichy ont brutalement démasqué les dirigeants du Front Populaire.

La classe ouvrière retrouva en ces journées son admirable combativité des grèves de juin. Sensible, nerveuse, elle se dressa unanime contre le crime. Les morts étaient des travailleurs, ils lui appartenaient. Montrant toute sa force, en arrêtant la vie économique de la capitale, elle fit comprendre aussi bien aux apprentis dictateurs, qu'à ses dirigeants, qu'ils ne répandraient pas le sang ouvrier impunément.

Profitant de l'emprise qu'ils possèdent sur elle, les dirigeants du Front Populaire détournèrent sa colère, et lui jetèrent en pâture les gaudes de La Rocque et de Doriot. Ce fut peut-être assez pour calmer sa colère première, mais cela n'empêcha que les chefs du Front Populaire ont eu chaud. La grève générale leur fut imposée, ils la subirent, la diminuèrent, mais ils ne la déclenchèrent pas volontairement. Elle aurait eu lieu sans eux. Ce qui revient à dire qu'elle aurait eu lieu contre eux.

Il suffit de rappeler les faits pour s'en rendre compte. Le mercredi matin, l'Humanité, le Populaire, le Peuple, paraissent, en essayant de diminuer les faits, aucun de ces journaux ne parle de grève générale. On les sent gênés. Cela se comprend. Il faut étouffer l'affaire, chacun s'y efforce autant qu'il le peut.

Mais voilà que les ouvriers obéissant à leur instinct de classe, à leur juste colère, quittent le travail. Les chantiers de l'exposition sont désertés, les travailleurs italiens venus de l'Italie fasciste suivent le mouvement. Le drapeau noir flotte sur le pavillon de la C.G.T., indiquant clairement la direction que va prendre le mouvement. Les usines métallurgiques suivent l'exemple, les « tôles » sont débrayées. Tous les efforts des dirigeants syndicaux pour faire reprendre le travail sont inutiles. Le mécontentement est à son comble. Il faut faire jouer la soupape de sûreté en donnant un semblant de satisfaction aux travailleurs. Ce sera la grève

d'une demi-journée. Le lendemain les journaux dits ouvriers ne donnaient pas le compte rendu de ce mouvement, mais s'étendaient longuement sur l'esprit de discipline qui avait animé les prolétaires, et leur avait fait reprendre bien sage-

OUVREZ LES DOSSIERS !

En même temps que Blum-Dormoy font poursuivre le « lib » pour « provocations » par la magistrature, dans leur presse ils chargent les porte-plume officiels du parti de faire le procès devant leur opinion.

— Elève J.-B. Séverac vous ferez deux cents lignes sur la provocation et les provocateurs. C'est ainsi que le nommé J.-B. Séverac a, trois jours de suite, publié dans le POPU, une série d'articles sur ce thème. Matière ingrate, car le pauvre J.-B. Séverac, s'est essouffé lamentablement sans arriver à sortir des lieux communs habituels. Malgré les gloses laborieuses de Séverac il n'y a pas deux sortes de provocateurs : pour nous il n'y en a qu'une. Le provocateur est un agent policier camouflé en manifestant ou introduit dans les milieux révolutionnaires pour les inciter à des violences voulues d'avance par la police et le gouvernement, afin de provoquer la répression.

S'il en était ainsi dans l'affaire de Clichy les chefs de Séverac ont un bon moyen de faire la lumière sur ces événements.

Jusqu'à nouvel ordre M. Blum est bien président du Conseil ; M. Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur et, par conséquent, des forces policières. Ils ont ou doivent avoir en mains les possibilités de démasquer les provocateurs.

Qu'ils ouvrent les dossiers, LEURS dossiers ! Qu'ils donnent la liste des provocateurs, de LEURS provocateurs ou qu'ils se taisent !

Car tout le reste n'est que mensonges et boniments.

LOUIS ANDER.

ment le travail l'après-midi, oubliant de signaler que beaucoup de chantiers et d'usines n'avaient pas repris.

Cette magnifique réaction ouvrière nous autorise tous les espoirs pour l'avenir. Qui donc, après les grèves de juin, après ce mouvement, osera encore parler de la lâcheté ou de la veulerie du prolétariat ? Seuls les dillettantes perdus dans la contemplation de leur nombril, ou les prétendues élites qui veulent vivre de la crédulité populaire peuvent encore tenir un semblable langage. Les travailleurs veulent se battre. Ils prennent chaque jour davantage confiance en eux, en leur capacité politique.

Les partis peuvent encore les duper, mais ils ne les dupent pas encore longtemps. C'est au milieu de ces luttes quotidiennes que le prolétariat s'instruit. Les faits sont plus forts que les hommes et les théories.

L'assassinat de Clichy marque une étape dans la faillite du Front populaire. Beaucoup de travailleurs ont compris.

Beaucoup se rendent compte après l'emprunt pour la défense nationale, après la fusillade de Clichy, que ce gouvernement à direction socialiste, est là pour faire les affaires de la bourgeoisie et non celles du prolétariat. Le fossé entre les classes, qui obligera les chefs des partis à se ranger du côté de la bourgeoisie, accentuera la séparation entre ceux-ci et leurs troupes qui, de plus en plus désillusionnées, les quitteront.

Dans ces conditions, notre rôle à nous, anarchistes, est donc nettement tracé : nous rapprocher toujours davantage des masses prolétaires.

Le Front Populaire a fait faillite, il faut substituer à ce front hétéroclite d'intérêts contradictoires, un front d'intérêts prolétaires. Nous devons le réaliser le plus rapidement possible.

Le Front Populaire se meurt, place maintenant au Front Révolutionnaire.



Cautère sur jambe de bois

Dans mon dernier article (1) j'ai dit que j'examinerais les diverses mesures proposées dans le but d'écartier autant que possible le retour de nouvelles nuits tragiques comme celle du 16 mars dernier à Clichy.

Il y a, avant tout, les mesures qui tendent à la découverte des « responsables » et à l'établissement des responsabilités.

S'il ne s'agissait pas d'un événement aussi dramatique, je dirais volontiers que nous sommes, ici, en pleine rigolade.

Les responsables ? Cherchez-les, fins limiers et subtils enquêteurs qui avez la charge de les dénicher. Et, d'abord, qui êtes-vous, Messieurs ?

Que chacun nous envoie sa souscription, que dans chaque groupe, une liste de souscription circule pour le LIBERTAIRE, et c'est plus du double de la somme demandée que nous obtiendrons. Ce sera la meilleure réponse que tous nos camarades pourront faire au gouvernement de Front Populaire qui veut nous appliquer le bailloir, nous imposer le silence. Notre LIBERTAIRE pourra ainsi continuer à crier bien haut la vérité.

Nous faisons appel non seulement aux souscripteurs mais aussi aux abonnés. Tous nos camarades, lecteurs assidus, qui suivent notre action et l'approuvent doivent répondre au coup de force policier en nous envoyant leur abonnement, ils nous prouveront leur sympathie en nous permettant de continuer le bon combat.

Nous rappelons que nous tenons à la disposition de tous les camarades des carnets d'abonnements.

Camarades, travaillez à nous trouver des nouveaux abonnés, faites circuler les listes de souscription pour le LIBERTAIRE.

C'est vous, Marx-Dormoy, ministre de l'Intérieur ? C'est vous, Langeron, Préfet de Police ? Vous et vos subalternes : commissaires de police, gradés de la garde mobile, mouchards de tout poil, qui allez découvrir les responsables ?

Quelle plaisanterie !

A-t-on jamais vu, à la suite d'un cambriolage un peu compliqué, confier à ceux qui ont fait le coup le soin d'en rechercher les auteurs ?

Car il n'est pas douteux que les responsables de la catastrophe — j'entends par là, non pas seulement les brutes qui ont tué et blessé, mais encore et surtout ceux qui ont amené là, en service commandé, cette masse armée — c'est vous.

Il est vrai que, après avoir joué, pour égarer l'opinion publique, l'odieuse comédie de « l'enquête » à laquelle vous ne pouvez vous soustraire, enquête que vous vous ingéniez à rendre laborieuse et délicate, il vous restera, sans que vous ayez à faire de sérieux efforts d'imagination, la traditionnelle ressource des « Agents provocateurs ».

Ils ont bon dos, les provocateurs ! Et, comme on ne trouvera ceux-ci (et pour cause) ni du côté des fascistes, ni du côté des antifascistes, on laissera entendre que les provocateurs appartiennent à ces milieux troubles, équivoques, suspects qui, en de telles circonstances, sont toujours là pour déclencher la bagarre.

Passons : Cautère sur jambe de bois...

On propose, que dis-je ? on réclame à cor et à cri la dissolution des Lignes factieuses.

Bizarre ! Je croyais que c'était chose faite, en tout cas, mesure déjà prise. Me trompé-je ? — Non. Et alors ?

Alors, on objecte que cette mesure a bien été décidée, mais n'a jamais été sérieusement appliquée.

Qui me dit qu'elle le sera cette fois-ci et que ce qui n'a pas été fait hier sera fait demain ?

On objecte encore que, pour se soustraire à la dissolution, ces Lignes se sont transformées en partis politiques.

Soit. Disons que c'est exact.

Mais, est-il interdit de fonder un nouveau parti politique ? Le nombre des partis serait-il limité, comme celui des bistrotiers ou des maisons closes ?

SEBASTIEN FAURE.

(Voir la suite page 4.)

La Commission
Artistique de l'U.A.

vous invite

LE DIMANCHE
11 AVRIL 1937au
Grand Gala Artistique

qui clôturera

la Saison 1936-1937

Le programme
complet paraîtra dans
le prochain numéro

que des vedettes!

pas un gouvernement socialiste. On peut se demander quand un gouvernement exclusivement socialiste sera au pouvoir et si cela ne correspond pas plutôt à de belles tirades électorales sans examen plus approfondi. D'autre part si l'on peut accepter en partie cette thèse pour la question du minimum obtenu il est impossible de justifier le massacre de Metlaoui, la tuerie de Clichy, l'augmentation des crédits militaires avec de semblables arguments.

Où bien de concert avec des partis bourgeois le parti socialiste prend des mesures sur lesquelles tous sont tombés d'accord ou bien il est à la remorque de ces partis bourgeois et adopte leur politique. C'est le dernier cas qui se présente.

La tradition si bien commencée en 1914, continuée pendant la période d'après-guerre, vient en France de se renforcer par une nouvelle expérience : la social-démocratie dans tous les pays est non seulement un défenseur fidèle de la bourgeoisie mais encore un instrument précieux aux mains du capitalisme pour l'écrasement des forces révolutionnaires.

**

Nous sommes sûrs par ailleurs que ces idées sont celles des militants de la Gauche Révolutionnaire et des Jeunesses Socialistes militantes.

Il subsistait cependant une raison qui militait en faveur de ceux qui restaient au sein du parti, raison en partie valable : la démocratie intérieure permettait à toutes les tendances de s'exprimer, voire même de coordonner les efforts de certaines minorités, de les organiser. La saisie policière de l'organe de l'Entente des Jeunesses de la Seine, la poursuite judiciaire des meilleurs militants de cette organisation démontre la fragilité de cette démocratie.

Même en Allemagne le parti n'avait jamais poursuivi par des méthodes de justice bourgeoise une organisation adhérente et c'est la preuve qu'en France les ministres de Front Populaire et leurs soutiens communistes sont prêts à donner toutes garanties à la bourgeoisie en ce qui concerne la paix sociale.

**

Il est des moments où il faut choisir entre les sympathies de militant, les attaches sentimentales qui lient à une organisation et les raisons profondes qui sont la base même de la vie militante : la volonté de vaincre les forces bourgeoises, la nécessité de rester fidèle à une politique révolutionnaire, l'impossibilité de rester solitaire — ou d'être considéré comme solitaire — d'une politique antiparlémentaire.

Il ne peut s'agir aujourd'hui de questions de discipline, de nuances dans l'interprétation de textes, de souplesses plus ou moins grande dans des statuts, il s'agit de savoir de quel côté de la barricade il faut se placer. Il faut oser voir clair.

RIDEL.

Notes et Glanes

De mieux en mieux renseigné, le Colonel Guillaume ! Il y a trente, « dynamitards » à Paris et « l'effectif total des anarchistes dangereux est maintenant de 67 ». Plus de trois cents copains m'ont affirmé faire partie des « 67 ». Ben, mon colon !

Le Guillaume demande dans son Choc, du 18 mars, si la police connaît nos noms et



adresses. Dans le secret dessein, sans doute, de les lui livrer. C'est peu chrétien, colonel. C'est même abject, le mouchardage. Et, sachez que les cafards nous les écrasent.

Il a dû jouer, l'historien-colon, quand il a su que les cambrioleurs de Badin avaient fracturé la porte du « Lib ». Ne réclamait-il pas que « le Gouvernement se décide aux perquisitions à toutes les perquisitions nécessaires, urgentes » ? Et dire qu'il n'a même pas su en profiter pour torcher un de ces petits papiers dont il a le secret, dans son numéro suivant. Devient-il le colonel Ramolot ?

En tout cas il est bien aussi jésuite que les copains de l'Huma : pas un mot sur la saisie de notre numéro spécial, ni l'un ni l'autre. La main tendue par les nacos serait-elle déjà acceptée par les cagots ?

Par contre Choc du 25 mars ne fait que des manœuvres à Judas Doriot. Pourquoi Judas et pas Casimir ? Ça dépasse mon entendement de constater que les salauds peuvent encore choisir entre eux.

Maintenant, pour ce qui est de « contraindre les partis nationaux à agir eux-mêmes (contre nous), avec tous les risques que cela comporte », je vous en prie, G. D. V., laissez-moi me marrer !

Page enfantine de l'Huma du 28 mars. Dessins de l'anser : un chat, « pour se débarrasser d'un sale chien », emploie la dynamite. Et peut-être qu'un jour, un fils de naco, promu flic, trouvera normal d'employer pareil engin pour détruire un quelconque « ennemi » de la société, ainsi qu'il fut fait à Bonnot et Garnier.

De l'Œuvre du 28 mars : un cliché avec, comme titre, « A nous la liberté ». Et il représente des scouts en uniforme, dans un wagon. Où est-elle alors, la Liberté ?

Le Colonel Dumoulin a été libéré conditionnellement. Je m'en réjouis pleinement. Tout le monde, d'ailleurs, en fait autant. Jusqu'au sinistre Geo London. Mais je crains rester seul en demandant la libération — conditionnelle ou non — de tous les hommes qui souffrent en France. Allons, London, un mot en faveur d'Elisac Vezian pour commencer.

Ca vous a de ces trouvailles, ces ministres du Front Populaire ! Ça veut militariser davantage les flics, les rendre encore plus vaches, si possible, et ça appelle ça : « humaniser la police » !

Bénilo, je crois, a encore le sable du sinistre dans les yeux. Ça l'énerve, ce gosse, aussi il fait son petit meuchant. Mais qu'il fasse bien attention : les braves copains italiens qui fraternisent avec les Espagnols sauront une fois rentrés chez eux, être de bons propagandistes de la Révolution prolétarienne. Aussi ne donnerai-je pas cher de la peau de celui que Cachin s'en fut acheter au nom de la civilisation.

HENRI GUERIN.

LA MEUTE

Ainsi qu'une douairière au snobisme médiéval, la Société, depuis une semaine, chasse à courre. Tout le monde en est. Surêté générale, flicaille vulgaire en uniforme, les mains encore tachées du sang de Clichy, gras fermiers et piétreux bûcherons, valets d'écurie et pêcheurs en rupture d'amorce, trouffions mobilisés à des fins de basse police, sans oublier les inévitables envoyés spéciaux des grands quotidiens, lesquels relatent à l'usage des amateurs éloignés les péripéties de l'équipée.

Quant au gibier, il est constitué par des hommes, qui, lassés de croupir dans un cachot ont percé le mur de la prison pour s'enfuir à travers champs.

Qu'avaient auparavant fait ces hommes et quels forfaits justifiaient leur séjour dans cette maison d'arrêt ? Probablement quelque atteinte à la sacro-sainte propriété, ce vol initial. On assure qu'il y avait un assassin parmi eux. Et après ? Qu'est-ce que ce petit meurtrier qui tua tout juste une personne, si on le compare à un Weygand ou à un Castelnau ? Est-ce une raison pour le traquer sans merci ? Et pourchasse-t-on de même manière M. Marx Dormoy, par exemple ?

En bref, il y a là comme d'ailleurs dans toutes les geôles, plus de victimes que de coupables, et le martyre que constitue leur fuite rachète largement les quelques péccadilles qu'ils peuvent avoir sur la conscience.

Dans cette tragédie aventure, la foule donne une fois de plus la pleine mesure de sa bassesse et de son ignominie. Contre ces quatre pauvres bougres, affamés et fourbus se terrant dans les taillis, les représentants de toutes les classes de la société sont ligés, du gros propriétaire terrien au simple vacher, du journaliste de dernier ordre au cavalier de deuxième classe et à la midinette parisienne qui frémit en devantant son journal du soir. Pas un cri de pitié pour ces hommes harassés que relance une meute lâche et féroce, pas un geste d'hospitalité, pas un quignon de pain donné par une âme charitable.

Partout des êtres, maîtres ou valets, qui désignent au flic en campagne la direction des fuyitifs, partout des index tendus, comme par des centaines d'enfants cafards.

Et les plumitifs de travailler du stylo, de la grandiloquence et du mélodrame ! « La région de Sens vit dans la terreur ! », écrivent-ils en essayant de faire revivre aux lecteurs les émotions ressenties par les poursuivants. Car tel est le courage de ces derniers, mouchards et soldats, paysans et policiers, que ce sont eux, à quatre cents hommes armés, qui ont peur de quatre loques humaines mettant en leur fuite une énergie désespérée.

Et partout nous est donné le spectacle de la plus écoeurante lâcheté. C'est un fermier nommé Legras (!!!) et qui voit arriver dans sa cour trois des fuyitifs. « Avez-vous du

travail à nous donner ? — Non, j'ai déjà deux commis. — Alors, donnez-nous quelque chose à manger. — Non ».

Il a dit non, ce brave fermier avec d'autant plus d'assurance qu'il attendait l'arrivée de la police, prévenue sournoisement par l'intermédiaire d'un domestique. Mais la police ne peut être assez tôt sur les lieux, deux des fuyards s'échappent encore non sans avoir infligé au fermier-mouchard la correction qu'il méritait.

Deux jours plus tard, dans un café de Sens, trois hommes jouent aux cartes. Un des fuyitifs entre et demande à boire. Il est brisé, mort de fatigue et de faim. Les trois compères échangent un regard et « courageusement » le ceinturent. Il est pris, et rompu par les courses dans les taillis, les émotions, les nuits sans sommeil et les jours sans pain, il s'effondre cependant que le patron, fier de son exploit, téléphone au commissariat.

Et dans Ce soir, un pisse-copie n'hésite pas à magnifier le courage de ces joueurs de belotte : « Sa belle assurance de gangster ne put tenir devant trois hommes résolus ! »

Et ainsi de suite. Pas une fois, dans cette dramatique aventure, un individu ne nous donnera un exemple de générosité. Pas un des témoins de cette horrible lutte qui portera secours au malheureux traqué par la horde sauvage.

Ainsi, à l'heure où le vent est à la révolte, où les problèmes sociaux se posent avec acuité, il est dans le peuple exploité des serfs qui ne savent que prendre la défense du maître, qu'admirer les porteurs de knout, qu'aider la flicaille dans sa ville besogne.

Triste humanité où les esclaves ne prennent point conscience de leur état, où la servilité et le mouchardage sont à l'ordre du jour et où tous, riches et manants, policiers et soldats, paysans et valets pourchassent un malheureux coupable de fuir une prison symbolisant par leur lâcheté et leur bassesse, la meute féroce de la Société, acharnée contre l'individu.

MAURICE DOUTREAU.

LISSAGARAY HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition précédée
d'une notice sur Lissagaray
par AMÉDÉE DUNOIS
Prix : 30 fr. — Franco : 31 fr. 50

(En vente au « Libéraire », 9, rue de Bondy.)

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE

62 Nos .. 22 fr.

26 Nos .. 11 fr.

ETRANGER

62 Nos .. 38 fr.

26 Nos .. 15 fr.

Chèque postal : N. Faucher, Paris 506-03
9, rue de Bondy (10^e)
Téléphone : BOTZARIS 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de
à partir du pour la somme de
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1)

Ville :

(1) Ecrire très lisiblement.

Adresse :

Département :

APRÈS LES POURSUITES CONTRE « LE LIBERTAIRE »

Nous avons publié dans notre dernier numéro les trois principaux articles parus dans le numéro spécial saisi par la police de Blum-Dormoy. Donnons-en les titres : **Après la tuerie de Clichy (la déclaration de l'U. A.)** ; **Pourquoi nous n'avons pas participé au cortège** ; **La direction de la C.G.T. a couvert les responsables et réduit la portée de la grève générale**. Seule n'a pas été reproduit l'article intitulé « **Les Provocations continuent** », dont la phrase finale : « par tous les moyens appropriés, il faut fermer la gueule à nos chiens fascistes » a fait l'objet des poursuites pour « provocations directes à la violence ». Cette insolite inculpation a été signifiée à notre camarade Jean Girardin par M. Bru, juge d'instruction qui l'avait convoqué à son cabinet mercredi dernier.

Ainsi le gouvernement de Front populaire nous poursuit au nom de la provocation pour avoir nous-mêmes dénoncé les provocateurs fascistes qui, au lendemain même de la tuerie de Clichy lendaient dans une affiche placardée sur les murs de Paris.

C'est un comble de veulerie et d'ignominie. Mais en fait, le texte retenu reproduit cinquante fois par nous dans notre journal depuis six mois, n'était qu'un prétexte pour saisir le journal dans la partie qui pouvait le plus gêner le gouvernement, et qui était dans les manchettes : « **LES MAS-SACREURS SONT AU POUVOIR** », puis : « **Le Front populaire veut transformer le cortège funèbre en manifestation gouvernementale** : Nous ne participons pas à l'apothéose des assassins derrière les cercueils des assassinés » ; enfin « **C'est le gouvernement Blum-Dormoy et sa police qui, par leur lâche complaisance envers la canaille fasciste, portent la responsabilité de la tuerie** ».

Avons-nous besoin de dire que nous ne retirons pas un mot de ces textes, qui ont été le motif réel de la saisie.

L. A.

Contre l'union des ventrus et des renégats

La presse ne tarit pas de commentaires à propos de l'émission de l'emprunt dit de la Défense Nationale. Elle souligne surtout l'esprit d'union qui a permis de couvrir le montant de l'emprunt en un temps très court, elle déclare que tous les partis, toutes les opinions, toutes les classes se sont réunies d'accord pour assurer le succès de l'émission.

De quelle union s'agit-il, quels sont les participants à cette embrassade générale pour la préparation de la guerre ? Il n'est pas inutile de le rappeler.

Le clergé, par la bouche de Mgr le cardinal Verdier, suivant en cela la tradition de l'Eglise catholique, apostolique, etc., qui, de tout temps, dans tous les pays, a prêché le soutien de la patrie, de sa défense ou de son extension.

Les partis bourgeois, toujours disposés à s'organiser sérieusement pour la défense de leurs coffres-forts avec la peau des autres. Le parti radical qui s'était déjà signalé lors de la répression contre les antimilitaristes. Lors de la guerre du Rif, fait le digne pendant au parti de M. Louis Marin et des fractions patriotardes et nationalistes.

Le parti socialiste, évidemment lui qui a remis son internationalisme et son pacifisme au rayon des rossignols, depuis bien longtemps, et qui a prouvé en 1914 que si les théories de fraternité entre les peuples sont de belles choses, on peut cependant leur adjoindre d'excellentes thèses jusqu'aboutistes.

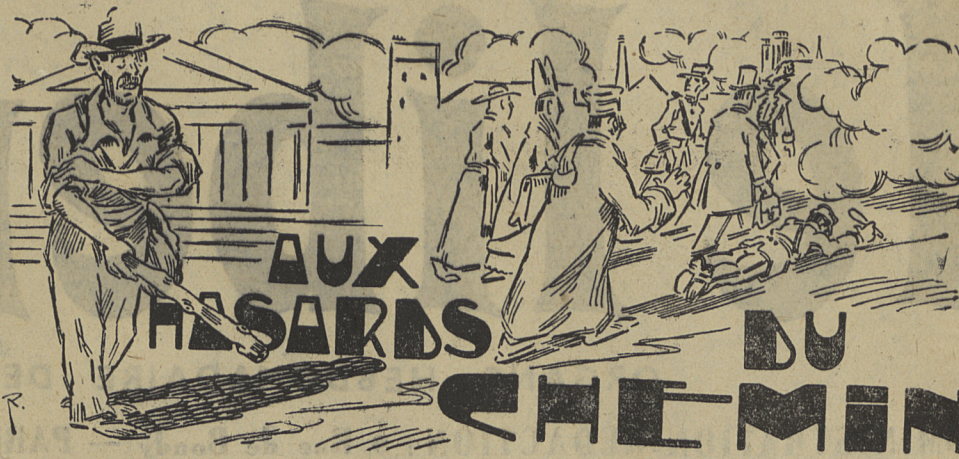
Le parti communiste, lui aussi, a participé au succès de l'emprunt. Fini le défaitisme révolutionnaire, finies les tirades sur la lutte contre la bourgeoisie nationale, « A bas la guerre civile ! » et « A bas le fascisme extérieur ! » sont des mots d'ordre plus « souples ».

La direction de la C. G. T. a été même plus fort, elle a souscrit 250.000 francs et participe dans les Comités départementaux avec des Verdier, des Daladier et des Blum ou des Thorez en miniature.

L'union sacrée est bel et bien réalisée. C'est l'union sacrée des ventrus et des renégats.

Mais une autre union se réalise peu à peu et qui ne sera pas entraînée par les faillites des capitalistes, qui, au contraire, sera celle qui profitera de la disparition des systèmes caducs, cruels, oppresseurs d'aujourd'hui, c'est l'union de tous ceux qui espèrent voir un jour triompher l'internationalisme prolétarien et la révolution sociale elle-même, c'est l'union des syndicalistes, des anarchistes et des éléments sincères des tendances socialistes diverses.

FELIX GUYARD.



LEURS GUEULES

Ce sont deux colonels, deux authentiques g.d.v. Le premier tient haut et ferme le flambeau de la réconciliation nationale, ce qui choque le second. Dédaigneux de la gloire militaire, l'un et l'autre, plus prosaïquement, vendent du papier imprimé. Comme ils « font » dans la même branche, ce sont deux concurrents qui, avec l'âme basse des petits boutiquiers de chef-lieu de canton, se jalousent et se haïssent cordialement, sincèrement. Le premier, qui a du sang bleu dans les veines (son aïeul s'est couvert de gloire à Coblenz) tient l'autre pour un paltoquet, un roturier. Quant au second, il traite son concurrent de lâche et affirme que le plus beau jour de sa vie serait la paire de gifles qu'il voudrait lui administrer. Malheureusement, ils ne se rencontrent jamais. Pourquoi, frères, vous haïr ainsi alors que vous avez ceci de commun : le mépris le plus absolu de la syntaxe, la haine de la langue française que, l'un comme l'autre, vous assassinez dans ce que, pompeusement, vous appelez votre journal.

Ca se chante sur un air de Guillard, rédacteur à l'Emancipation Nationale. Il a interviewé la délégation (conduite par Judas Doriot chez Lebas) des ceusses qui, fascistes, auraient été molestés par des syndiqués, dans les usines. Il y a, dans la bande, une petite Madame Marie Bredeaux, qui n'a pas froid aux yeux et qui fut odieusement brutalisée par six ou vingt individus qui se sont jetés sur elle. Quelle précision : six ou vingt. Et, comme dans la chanson, ça devait être des jeunes gens de dix-huit à soixante ans ! Mais il y a mieux : il y a Edouard Quet, « vieux de la vieille, qui n'a que cinquante-trois ans, et vétéran des luttes ouvrières ». Un modèle de désintéressement, dit Guillard en nous faisant savoir qu'il fut hervériste, allemandiste, communiste, et doriotiste. Et le plus touchant de l'histoire, c'est que le père du caméléon en question, qui était communiste, fut fusillé par les Versaillais. Nous allons bientôt célébrer le soixante-sixième anniversaire de la Semaine sanglante. Ce qui fait que le Quet en question est né treize ans après la mort de son père. Qui dit mieux ?

TAISE-TOI, EMANCIPE !

Le mercredi 24 devait se tenir un meeting de Front Révolutionnaire organisé par les Sections du 5^e, des J.S., des J.S.R., de la J.A.C. et des Jeunes de « Que faire ».

L'après-midi, un coup de téléphone de la Préfecture nous avertit que la réunion, qui devait se tenir à la Mutualité, était interdite. Effectivement, le soir, d'importantes forces de police stationnaient aux alentours de la Mutualité.

La réunion se tint dans une autre salle, mais le fait est à signaler, car c'est une preuve de plus que le gouvernement de Front populaire est le premier à combattre son programme propre dans lequel la liberté d'expression et de réunion est un des points essentiels.

ÇA CONTINUE

L'après-midi, un coup de téléphone de la Préfecture nous avertit que la réunion, qui devait se tenir à la Mutualité, était interdite. Effectivement, le soir, d'importantes forces de police stationnaient aux alentours de la Mutualité.

La réunion se tint dans une autre salle, mais le fait est à signaler, car c'est une preuve de plus que le gouvernement de Front populaire est le premier à combattre son programme propre dans lequel la liberté d'expression et de réunion est un des points essentiels.

La réunion se tint dans une autre salle, mais le fait est à signaler, car c'est une preuve de plus que le gouvernement de Front populaire est le premier à combattre son programme propre dans lequel la liberté d'expression et de réunion est un des points essentiels.

LES NOUVEAUX NOSKE

Ce Soir, journal « indépendant » du soir aux mains du Parti Communiste — les directeurs sont Jean Richard Bloch et Aragon — essaie de rafler les lecteurs de Paris-Soir.

Pour ce faire, il n'essaie pas de paraître plus propre, plus objectif, plus sain que le concurrent.

Non, il fait tous les efforts pour sembler aussi abject, aussi bête, aussi bourgeois pour tout dire. Crimes, feuilletons, enquêtes horribles, titres criards, sont soigneusement rassemblés pour apporter au public ce qui flatte les plus bas et les plus troubles instincts plus ou moins refoulés, plus ou moins avoués.

Mais ce journal de gauche — étant donné qu'on est toujours à gauche de quelqu'un ou de quelque chose, a publié le 25 une interview du préfet de police Langeron.

Le titre suffit : « Humaine en assurant l'ordre. Tels sont, nous dit M. Langeron, les deux principes qui inspirent les modifications à l'étude ».

Venant après Metlaoui et Clichy, ces paroles de gauche, humaines et ordonnées sont un bel exemple de cynisme.

Nous pouvons assurer les dirigeants actuels que le jour où les travailleurs ouvriront le grand livre des comptes à régler, ils sauront se souvenir de la formule et de son application.

SILENCE... JUSQU'À NOUVEL ORDRE

Dans le numéro du Popu du 30 mars, l'illisible Bracke (A.-M. Desrousseaux) s'en prend à la presse de droite qui veut voir dans le défilé de J.G.S. à Creil une manifestation para-militaire.

L'Echo de Paris va jusqu'à prétendre qu'il y avait là « la jeune armée de la Révolution ». Le fils du chansonnier populaire s'indigne : Le passe — dit-il — sur l'amusant hasard qui fait coïncider la vague d'indignation à propos du journal La Jeune Garde avec le moment où justement les jeunesses rassemblées interdisent l'existence de cet organe.

Tiens, tiens ! On a, à Creil exécuté la J. G. ? Mais pourquoi ne le disait-on pas ? Les comptes rendus du Popu sur le rassemblement ont été absolument muets à ce sujet. Pas un mot.

Pour le Populaire la vérité n'est bonne à dire que si elle doit tranquilliser la bourgeoisie.

A LA VOTRE !

Dans le numéro du Métallo de mars-avril nous avons trouvé la note suivante sous le titre « Attention ! » :

« Le camarade Guyard Francis, secrétaire de la Section technique de la Mécanographie, rappelle qu'il n'a rien de commun avec son homonyme, signataire d'un certain manifeste tendant à diviser notre mouvement syndical. »

Passons sur les termes quelque peu équivoques de l'entrefilet.

Le camarade Félix Guyard Anarchiste et déclare que tout l'honneur est pour lui...

QUAND NOUS SERONS À CENT !

Un bateau a été arraisonné par les contrôleurs français chargés de faire respecter la non-intervention en Méditerranée.

Ceci alors que le contrôle n'est pas encore établi sur les côtes fascistes, alors que ces volontaires par leurs origines différentes étaient incontestablement partis vers l'Espagne de plein gré, uniquement mus par leur volonté de lutte.

Alors que le débarquement des troupes italiennes se poursuit sur le territoire rebelle de façon massive et que tous les jours les pactes de non-intervention sont violés ouvertement. Presque personne ne proteste.

...Il ne faut pas gêner le Front populaire...
...Même en laissant crever la République espagnole...

LA GUERRE EN DENTELLES

Toujours plein de prévenances envers ses anciens électeurs, le Front populaire veut réorganiser les services de police dans la région parisienne. A première vue cela peut paraître assez amusant : des balles en celluloid, des jets d'eau, des pluies de peinture, etc... Bataille de carnaval en quelque sorte.

Mais derrière ces mesures qui réjouissent ces grands salauds que sont les gens qui ont bon cœur, apparaissent d'autres projets : militarisation de la police, introduction d'officiers de la garde mobile, sièges techniques, etc...

En un mot un renforcement de la répression. Gageons que lorsque les projectiles en caoutchouc auront disparu depuis longtemps l'appareil militaire-policier subsistera toujours, définitivement.

Les romanichels.

Vingt sous par jour pendant 14 mois !

Qui : vingt sous par jour, pendant un peu plus d'un an !
Quel est le camarade, le militant, le lecteur du Libéraire qui, dans de telles conditions, se privera de l'avantage et de la joie de posséder une œuvre comme :

“ L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE ”

Voici les nouveaux prix et les nouvelles conditions de paiement de ce magnifique ouvrage :

1^o Au comptant Fr. 440 »
2^o En 14 versements mensuels (le 1^{er} de 33 fr. et les 13 autres de 34 fr. chacun) Fr. 475 »

Livraison franco à domicile, tous frais d'emballage, d'expédition et de recouvrement à la charge de l'envoyeur.

Passer la commande en se recommandant du titre d'abonné ou de lecteur du Libéraire à :

LA LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, rue de Marengo, 14, à Lille (Nord) Compte chèque postal : 346.28, Lille.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL

Organisation pratique du travail d'abord !

Les circonstances tragiques de l'heure présente donnent à ce Congrès une importance capitale ; l'Anarchisme mondial va se trouver placé en face de problèmes dont les solutions devront recevoir une application immédiate et administrer la preuve de leur efficacité.

Les mots devront se traduire en actes, les doctrines, démontrer leur logique et leur puissance, les hommes, éprouver, à la réalité des faits, leur intelligence et leur courage.

Epreuve capitale ; responsabilité dont nous devons mesurer toute l'ampleur. Ceux qui auront le redoutable honneur de participer à ce Congrès, de collaborer à l'élaboration du programme d'action, devront, avant toute chose, réaliser pleinement cette responsabilité.

En effet, du contenu et de l'accomplissement du plan d'action de l'Anarchisme mondial dépendent étroitement le prestige, le développement et la vie même de l'Anarchie.

Cependant, pouvons-nous d'ores et déjà, dans nos groupes et fédérations, en établir des projets précis ? Les délégués au Congrès mondial arriveront-ils à Barcelone avec des plans rigides, des mandats intransigeants ? Je ne le pense pas car je considère que pour établir un plan précis il est indispensable de connaître toutes les données du problème à résoudre, tous les éléments qui entreront en action et, en plus le véritable sens, les inconvénients et les avantages des expériences récentes ou en cours.

Evidemment, la plupart des éléments qui entrent en jeu dans ce vaste problème seront connus des délégués : La doctrine anarchiste, l'organisation capitaliste avec ses forces et ses faiblesses, les possibilités du syndicalisme et de l'éducation, les dangers immédiats qui menacent les peuples, la psychologie profonde des masses et leurs besoins réels seront les facteurs prépondérants de nos décisions ; cependant, un autre élément interviendra encore et il nous faudra absolument en tenir compte.

Ce fait important c'est l'expérience de nos camarades espagnols ; c'est leur position pratique et tactique au sein des événements qu'ils vivent ; les inconvénients subis, les résultats positifs obtenus.

Or, ce facteur, nous le connaissons mal, ce qui, en l'occurrence, est pis que de l'ignorer. La position de nos camarades nous est, au fond et quant à ses modalités, assez mal connue ; nous n'en jugeons qu'à

SANS-FILISTES A L'ECOUTE

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs sans-filistes que notre camarade Lucien Haussard, délégué de l'U.A. à Barcelone, parlera lundi 5 avril à 22 heures au micro du poste C.N.T.-F.A.I. à Barcelone. Les émissions se font sur ondes courtes : 42 mètres 88 et sur ondes normales : 222 m. 55.

Les auditeurs sont priés de nous faire connaître les conditions de la réception.

La révolution espagnole n'est pas aux ordres de Staline

(Suite de la 1^{re} page.)

Ces calculs seront déjoués. Nos camarades qui, eux, construisent véritablement, jour par jour et au milieu des pires difficultés de la guerre civile, le socialisme en Espagne ne se laisseront pas déposséder de leur victoire au bénéfice du nouveau tsar de toutes les Russies. Au surplus, peut-on croire qu'une démocratie politique, sur le modèle français, soit viable en Espagne ? On n'a aucun goût ici pour les pesantes exégèses. Encore faut-il dire à nos marxistes qu'un régime gouvernemental n'est que l'expression politique d'un certain rapport social entre les classes, lui-même déterminé par la répartition de la propriété. La démocratie politique est inséparable de l'existence d'une bourgeoisie libre possédant une grande partie de la richesse nationale sous les espèces de petites propriétés foncières ou mobilières. Plus simplement la démocratie politique suppose une importante classe moyenne comme c'est le cas de la France et de l'Angleterre. Mais ce n'est point le cas de l'Espagne où règne le grand capitalisme. Si l'on examine, en effet, la répartition de la richesse nationale dans ce pays et sans tenir compte des formidables investissements étrangers dans la banque ou l'industrie, on s'aperçoit que la plus grande partie de la richesse foncière et mobilière (celle-ci surtout, représentée par des valeurs internationales de caractère spéculatif) est aux mains d'un très petit nombre de grands capitalistes. Il n'y a point d'intermédiaires entre ces derniers et le prolétariat le plus exploité et le plus misérable des villes et des campagnes. A moins donc de supposer une subversion totale du régime de la propriété, ce qu'exclut l'hypothèse d'un simple changement d'étiquette gouvernementale désiré par Staline, l'établissement d'une démocratie politique est donc impossible en Espagne.

Les mouvements sociaux sont comme les forces naturelles, elles ont leur destin. L'expérience espagnole est en cours. Elle donnera tous ses fruits : elle épuisera toute sa puissance de réalisation. Elle n'est pas aux ordres de M. Staline.

L. SHORTE

travers des renseignements partiels et de seconde main, des interprétations souvent partiales, soit en bien, soit en mal ; des exagérations et des omissions.

A mon sens, les causes et les conséquences de la position de nos camarades de la F.A.I., tant à la direction politique qu'à celle de l'économie et des opérations de guerre, doivent nous être connues puisqu'elles constitueront une base réelle et solide d'appréciations ; il sera donc indispensable qu'un rapport objectif, sérieux et complet en soit fait au Congrès.

Il n'entre pas dans mon esprit que ce rapport doive être ensuite critiqué, approuvé ou blâmé par le Congrès ; un débat sur ce point n'est guère souhaitable car il soulèverait les passions et ne pourrait avoir qu'un résultat négatif. Non ; je considère ce rapport comme un élément d'appréciation, comme une des bases nécessaires des travaux qui suivront immédiatement et non comme un motif de discussions ; ceci n'implique pas, évidemment que nous devrions nous abstenir d'interroger et de faire préciser les points nous paraissant obscurs.

D'ailleurs, le programme que nous établirons ensuite reflètera forcément l'opinion que nous nous serons faite de la position de nos camarades.

Un autre élément dont nous aurons à tenir compte et que, par conséquent, nous devrions connaître aussi exactement que possible, c'est l'état réel de nos forces, de nos possibilités, de notre influence. Les plus belles constructions sont celles de l'esprit ; mais, encore, à la condition qu'elles reposent sur une base sérieuse et que les matériaux et les artisans de leur réalisation existent. Toujours à mon humble avis, je crois qu'il sera nécessaire, avant d'aborder la partie technique — si j'ose dire — du programme, de dresser un inventaire et préciser des éléments dont nous disposons.

Je pense donc que les travaux du Congrès pourraient se dérouler dans cet ordre :

1^o Rapport de nos camarades espagnols ; 2^o Rapport et inventaire des forces anarchistes dans le monde.

3^o Elaboration du programme d'action immédiate.

4^o Constitution de l'Internationale Anarchiste.

Cet ordre de travail peut paraître bizarre ; il semble mettre la charrue avant les bœufs ; cependant je le crois logique et susceptible de nous donner le maximum de rendement.

En effet, si nous constituons l'Internationale avant d'avoir établi le programme d'action, nous risquerions de voir se créer, dès la naissance, un antagonisme regrettable entre divers éléments. En établissant d'abord le programme nous aurons la quasi-certitude que tous les éléments ayant participé à son élaboration formeront un bloc homogène ayant à cœur de réaliser ses projets. Enfin, à moins — ce qui est impossible — que nous nous trouvions en face d'éléments rejetant tout systématiquement, nous serons certains de la collaboration de chacun sur les points adoptés par tous.

Pour le reste : Guerre, presse, solidarité, les solutions découleront naturellement du programme établi.

S'il nous est impossible, et j'ai dit pourquoi, d'établir un projet précis de programme international, il nous est possible et nous devons dégager et affirmer nettement les tendances et les méthodes d'action de l'Union Anarchiste. Je suis convaincu que les groupes et les fédérations nous feront connaître, rapidement et clairement, leur pensée sur les questions pressantes qui se posent.

L. HUART.

Ce que refusera de publier le

« PETIT PARISIEN »

Bergamin répond à Marañon

Comme toujours notre grande presse veut faire montre « d'objectivité », et après avoir reproduit toutes les déclarations du docteur Marañon, passé à Franco, ne publia qu'une partie de celles de l'intellectuel Bergamin resté fidèle à la République ; le journaliste Roubaud s'excusa disant qu'il ne voulait pas soulever de polémiques... Evidemment !

Nous résumerons ici les quelques dures vérités à l'adresse de Marañon que nous donne Bergamin :

1^o Le docteur Marañon se prétend le représentant d'une grande partie des intellectuels espagnols. C'est faux. Ceux auxquels Marañon fait allusion se désolidarisent de lui, ils maintiennent leur adhésion à la République (suivent les noms de trente intellectuels les plus réputés d'Espagne).

2^o Le Dr Marañon prétend être sorti d'Espagne, poursuivi. C'est faux. Il partit accompagné de Menéndez y Pidal ; les autorités républicaines le savaient et lui donnèrent toutes facilités pour son voyage.

3^o Avant son « repentir » de Paris, Marañon était aux côtés de la République et des partis ouvriers d'une manière nette et enthousiaste, comme le prouvent les paroles qu'il prononça à la radio du parti communiste, le 8 septembre, à Madrid. Il sollicita même en décembre son adhésion à la C.N.T.

4^o Le Dr Marañon exagère un peu ses remerciements à sa participation à ce qu'il appelle la révolution espagnole (14 avril 1931). Il se contenta d'offrir son appartement comme lieu de réunion aux hommes politiques connus : Romanones et Alcalá Zamora. La signification honteuse pour tous les Espagnols révolutionnaires ou non de cette lâche transaction pour sauver la vie du roi, mêlée à d'autres intérêts peu confessables, était due cependant à la « généreuse médiation » du Dr Marañon.

Et que dire de son refus de signer la protestation des intellectuels espagnols lors de l'assassinat de de Suralp par le Tercio à Oviedo en octobre 1931 !

5^o Le Dr Marañon affirme résolument que le général Miaja est Russe et que Valence et Barcelone sont devenues des colonies russes en Méditerranée. Nous admettons comme toujours la capacité de son « imagination scientifique ».

6^o Marañon affirme que les intellectuels qui se trouvent dans la zone rebelle n'ont pas été menacés dans leur vie et n'ont pas été obligés de fuir ou de s'expatrier. En effet, ceux qui n'ont pu venir dans notre zone n'ont pas été menacés, mais simplement exécutés. Par exemple Garcia Lorca, et l'assassinat moral d'Unamuno.

7^o Pour la véracité du « repentir » du Dr Marañon, il convient aussi de signaler la coïncidence de son enthousiasme pour une cause avec sa conviction du triomphe pratique et matériel de cette cause. En septembre 1930, Marañon était convaincu de la victoire des gouvernements et adhéra au Front populaire. En février 1937, « repentir », il offre son adhésion enthousiaste à Franco, l'offre son adhésion avec sa « conviction », qu'il nous dit un jour de la victoire de Franco (en maures, italiens, allemands) contre les forces irrégulières constituées par un peuple entier qui se défend.

8^o En dernier lieu Marañon a sauvé sa précieuse vie personnelle en danger (1), celle de sa famille (certains traites et fascistes camouflés), ses intérêts économiques particuliers : sa clientèle riche, passée, présente et future. Et tout ceci à cause de son amour généreux pour l'Espagne et la vérité.

(Bulletin information C.N.T. F.A.I. du 23 mars 1937).

Les accords du Congrès de la C.N.T. de Catalogne

Nous sommes heureux de publier ci-dessous l'article de notre bon camarade Bernardo Pou sur les accords généraux pris par le Congrès régional des syndicats de Catalogne de la C.N.T. Les événements actuels, la crise du gouvernement de Catalogne, les mettent plus que jamais au premier plan de l'actualité, car la C.N.T. malgré les innombrables difficultés politiques et économiques de toutes sortes n'a jamais rétréci ou diminué les buts poursuivis par elle dans l'ordre de la reconstruction sociale sur les bases de la socialisation libertaire.

Un million deux cent mille travailleurs de Catalogne se sont réunis en Congrès régional des syndicats.

Les séances du Congrès furent animées par les interventions réussies des délégués venus exposer leurs solutions sur tous les problèmes posés par la guerre et la révolution.

Rien ne fut négligé ; dans l'aspect militaire de la situation ; tous les délégués animés d'un esprit élevé de la révolution, furent d'accord que pour réaliser l'œuvre constructive entreprise par la C.N.T., il fallait, devant la coalition internationale du fascisme, organiser rapidement une puissante armée populaire.

Cette armée doit permettre d'obliger à collaborer dans la lutte ceux qui ne comprennent pas encore que le soulèvement fasciste impose à tout le peuple espagnol, d'en finir avec le fascisme sur tout le territoire espagnol.

La collaboration gouvernementale fut reconnue comme étant une mesure d'exception tant que durera la lutte contre le fascisme, afin de coordonner tous les efforts et tous les moyens dans le but de créer une force réellement susceptible d'équilibrer l'appui international que reçoivent les fascistes.

La collaboration préte par la C.N.T. sera loyale et sincère, mais la C.N.T. exige la réciprocité de loyauté et de sincérité des autres secteurs antifascistes mettant au-dessus de toutes les convenances, les intérêts de la

classe ouvrière ; le prolétariat verse son sang au front et ne marchande pas ses sacrifices dans les industries de guerre et dans tous les organismes de la production.

Le problème agitaire fut amplement débattu arrivant à la conclusion qu'il est le premier facteur de la guerre et de la révolution ; le Congrès l'a compris et rédigea ce qui suit :

1^o Socialisation et municipalisation de la terre ;

2^o Personne ne pourra posséder d'autres terres que celles qu'il peut cultiver par son propre effort et celui de sa famille. Il en aura l'usufruit ;

3^o Toutes les grandes propriétés et les terres restant en trop, après celles cultivées en familles, seront collectivisées s'il se présente volontairement des travailleurs désireux de les travailler sous cette forme. Les collectivités ainsi créées seront contrôlées par les organisations responsables ;

4^o Démontrant ainsi que la culture intensive est la garantie de l'économie agricole, les parcelles de terre qui empêcheraient le développement de celle-ci, seront échangées contre d'autres équivalentes ;

5^o Pour que la culture des terres soit effective, toutes les réserves économiques, outils de travail, animaux etc., feront partie du patrimoine commun collectif ;

6^o Dans le cas où une collectivité ne présente aucun volontaire collectiviste, il reste entendu que le travail à la journée, salarié, est aboli radicalement. Dans ce cas on pourra effectuer la répartition des terres suivant l'article 3 ;

7^o Les limites des municipalités ne se comprennent pas d'une façon rigide. Quand un village ne pourra pas cultiver toute la terre, par suite du manque de bras, les paysans des communes voisines pourront la cultiver. Etant donné l'irrégularité de la composition du cadastre, suivant les circonstances, les échanges de terres entre municipalités sont admises, afin de faciliter le meilleur développement possible à la culture ;

8^o Par suite du décret de syndicalisation obligatoire, toute l'économie agricole sera contrôlée par les syndicats agricoles.

La C. N. T. veut se prémunir contre les manœuvres

D'après les Informations Téléphonées du correspondant de l'U.A. à Barcelone.

Si l'on constate avec satisfaction la très notable amélioration de la situation militaire en Espagne en faveur des combattants antifascistes, par contre, il faut constater parallèlement une aggravation incontestable des rapports politiques entre les différents secteurs antifascistes.

La crise catalane notamment qui dure déjà, au moment où nous écrivons ces lignes, depuis une semaine se heurte à des difficultés assez sérieuses qu'il serait vain de dissimuler. Ces difficultés ont leur cause essentielle dans les divergences profondes qui depuis plusieurs mois séparent la C.N.T. — suivie, soulignons-le, par la grande masse populaire catalane — des fractions politiques et syndicales tels le P.S.U.C. et l'U.G.T. dont la minorité numérique trouvait une solide compensation dans l'appui apporté par l'U.R.S.S. notamment, pesant de tout son poids dans la balance des forces politiques.

L'accord n'avait pu se réaliser jusqu'ici que parce que nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. n'avaient pas hésité à sacrifier courageusement toute préséance systématique et aussi les rivalités d'amour-propre qui cependant, de leur part, existent, en regard à leur puissance numérique, assez légitimes.

Mais la C.N.T. et la F.A.I. n'ont pas toujours été payées de retour. Des manœuvres trop nombreuses tendaient par trop souvent à les faire apparaître dans l'opinion comme les responsables du bouleversement de l'économie causé par la révolution, et de la stagnation des opérations militaires en Aragon, née de l'abandon, par le gouvernement de Valence, de ce front de combat.

En cela d'ailleurs la crise catalane risque d'avoir des répercussions au sein du gouvernement de Valence dont la partialité évidente en faveur des secteurs où prédominent les marxistes, a lassé la bonne volonté de la C.N.T.

La réaction inévitable à fin de se faire sentir avec une vigueur certaine. Une intense campagne de près de mille meetings dans toute la Catalogne, a mis en lumière et rétabli dans l'opinion publique la vérité sur les causes réelles de l'inertie forcée des milices sur le front d'Aragon.

La C.N.T.F.A.I. ayant mis en demeure, en quelque sorte, le gouvernement catalan de remédier à cette situation en armant les cinq classes nouvellement mobilisées, celui-ci rétorqua que les moyens financiers détenus par Valence, lui faisaient défaut. C'est ainsi que notre camarade Isgleas fut amené à donner sa démission suivie par celles des autres délégués de la C.N.T.F.A.I. au gouvernement.

D'autres raisons, telles que la réorganisation des milices d'ordre public, dont la C.N.T. réclamait la direction, concoururent également à faire écarter la crise.

La politique étant chose humaine, il est à peine utile de dire que des questions de personnes ont encore irrité la crise. La C.N.T. avait réclamé pour Aurelio Fernandez qu'il des 19 juillet pris une part extrêmement active à l'organisation des corps de sécurité, la Généralité opposa assez bizarrement une voie intempestive.

De leur côté nos camarades ne voyant pas sans amertume certains militants du P.S.U.C. tel Comorera, ancien commissaire aux approvisionnements, se faire l'instrument d'irritantes manœuvres contre la C.N.T. et nos militants, ont posé certaines conditions quant au choix des ministres de la prochaine combinaison.

Ces questions de personnes ont donc joué

un rôle important dans la prolongation de la crise. Il est à peu près certain que la C.N.T. réclamera désormais des garanties afin que les sacrifices consentis par elle au maintien du bloc révolutionnaire ne soient pas gratuits.

C'est dans ce sens que Valerio Mas, secrétaire du Comité régional de la C.N.T. a fait, lundi soir, dans Catalogne, organ du soir de la Regionale, des déclarations laissant supposer que la solution de la crise pourrait être trouvée dans la constitution d'un cabinet analogue au précédent, mais avec l'adjonction à chaque département ministériel d'un comité consultatif formé par les représentants de toutes les organisations syndicales et de tous les partis participant au gouvernement.

La préoccupation de la C.N.T. de se prémunir contre le retour de manœuvres tendant à discréditer son action, apparaît dans cette proposition, qui si elle était retenue, solidariserait en quelque sorte tous les secteurs politiques dans l'élaboration des décisions prises.

L'action personnelle de Companys a été jusqu'ici insuffisante pour réduire les antagonismes. Il convient de dire qu'il a montré une nette compréhension des préoccupations qui habitent les militants de la C.N.T.

Ajoutons pour conclure ces notes brèves que la présidence du Conseil des ministres resterait dans la nouvelle combinaison à Tarradellas.

Autour de la crise

Le Comité régional de la C. N. T. devant les circonstances actuelles créées par la crise a pris dimanche soir les dispositions suivantes :

Dans un appel officiel, il a invité tous les organismes réguliers de la C. N. T. à se mettre en liaison constante avec la régionale. L'appel s'adresse d'abord aux militants pour se tenir en contact étroit avec les unions locales, ensuite aux délégués unions locales et enfin aux « Comités cales », c'est-à-dire aux intergroupes locaux.

Une fois de plus, la régionale a affirmé sa volonté de ne pas séparer le problème de la guerre et de la révolution qui ont cours au moment, il est évident, que certains de nos camarades s'attachent à proclamer antagoniques, mais que nous considérons au contraire comme se complétant.

Après avoir mis en garde la responsabilité qui incombe aux militants et à l'organisation, et avoir appelé les esprits, à la « sérieuse », la déclaration se termine par ces mots : « Un seul cri, une seule consigne, la victoire par la révolution ! »

Pendant la durée de la crise, toutes les manifestations publiques ont été interdites. C'est ainsi que le meeting du P. S. U. C. qui devait avoir lieu dimanche a été interdit.

L'ordre le plus complet règne à Barcelone.

Le journal du P. O. U. M. « la Batalla », pose des conditions pour la solution de la crise, mais contreirement à une rumeur qui avait couru un moment, il est improbable qu'il participe au nouveau gouvernement.

Par tracts, le P. O. U. M. a préconisé la formation d'un gouvernement de front unique révolutionnaire uniquement constitué par la C. N. T., la F. A. I. et le P. G. U. M. Le tract fait par ailleurs la critique de l'apolitisme.

Les événements de l'Euzkadi

La situation politique au pays basque a évolué ces temps derniers d'une manière très grave. Une sorte de front unique des socialistes, communistes et catholiques s'est formé contre la C. N. T. et ses militants.

A Bilbao, un fait incroyable s'est produit. Le journal C. N. T. del Norte, a été supprimé et ses locaux et son imprimerie ont été remis au parti communiste. Des informations précises nous manquent encore.

En tout cas, une série de protestations se sont déjà fait jour et au premier rang desquelles il convient de signaler celle de la conférence de la presse anarchiste et confédérale qui se tient actuellement à Barcelone et où sont représentés plus de soixante-dix journaux ou périodiques.

Le pétrole en Catalogne

Devant les nombreux problèmes qui se présentent à nos camarades espagnols, celui du pétrole est de tout premier ordre.

Alberto Carsi dans la « Solidaridad Obrera » des 21 et 22 mars nous dit : « Le pétrole et l'essence sont une grande affaire durant la paix et l'arme suprême et définitive dans la guerre moderne. En Espagne, nous n'avons jamais eu de grandes inquiétudes quant au pétrole ; nous n'avons pas eu de guerre sérieuse depuis que le pétrole est roi. Mais la guerre nous prouve aujourd'hui la nécessité de l'avoir chez soi.

Il existe en Espagne de nombreuses régions dont la constitution géologique est indiquée pour la production du pétrole. Ceci fut étudié minutieusement, on fit de nombreuses analyses et même furent commencées des exploitations à Rubielos de Mora (province de Türel) ; à Benimarfull (pr. d'Alicante) ; à Ribesalbes (pr. Castellon) ; à Gaucin y Cortes (pr. Malaga) ; à Escanilla (pr. Huelva) ; à Fuenteloba (pr. Soria) et dans les provinces de Burgos, Cadix, Grenade, Jaen, Oviedo, Saragosse.

En Catalogne, des gisements existent à San Juan de Badabosa, Poble de Liliel, Baga, Castellat del Rio, San Quirico de Besora, Campdevanil, Ribas.

Les plus importants gisements se trouvent à proximité des Pyrénées. Nous pouvons même ajouter que les points les plus indiqués pour leur exploitation sont bien précisés déjà.

Le nombre de gisements que les géologues ont signalés est élevé, et le développement de certains considérables ; au total plus de six mille hectares sont favorables à l'exploitation, et quant aux profondeurs, il est indiqué une échelle de cinq cents à deux mille mètres.

On compte quatre-vingt lieux pétroliers en Catalogne. Certaines exploitations commenceront bientôt.

BERNARDO POU.

STALINE PARLE

Staline a prononcé, le 3 mars, au Comité Central du Parti bolchevik, un discours que Vaillant-Couturier n'hésite pas à qualifier de *capital*, dans l'*Humanité* du 30.

En quoi ce discours présente-t-il un renouveau d'intérêt sur les habituelles déclarations du chef russe ? En ceci que les positions classiques de la politique stalinienne prennent un relief inhabituel et une clarté que les précédentes déclarations du maître et les commentaires rageurs des valets nous permettaient, certes, de deviner, mais qui n'avaient jamais, dans la bouche des uns et des autres, cette vigueur et ce cynisme.

Que ressort-il de ces déclarations ?

1° L'affirmation toute gratuite que les pays capitalistes guettent l'occasion d'attaquer l'U.R.S.S. pour l'abattre ;

2° La crainte manifeste des menées « trotskystes » non plus seulement en U.R.S.S., mais sur l'échelle internationale ;

3° L'annonce d'un renforcement du régime personnel par la surveillance des cadres politiques et économiques de l'U.R.S.S. pour l'élimination des opposants « saboteurs, espions et assassins ». En fait, le bâillonnement plus serré de la démocratie ;

4° La reconnaissance que les ennemis de classe « ne s'apprivoisent pas, au contraire », que le reste des classes exploiteuses emploieront de plus en plus des moyens de lutte acharnée.

« La lutte de classes continue », déclare Staline, qui rejette ainsi sur l'ancienne classe privilégiée les responsabilités de l'échec partiel des socialisations.

A quoi correspondent ces déclarations et quel est leur sens véritable ?

L'U.R.S.S. étant un impérialisme doit souffrir le jeu des impérialismes

L'U.R.S.S., déclare Staline, se trouve au milieu d'un entourage capitaliste. Ce qui est juste. « Ces pays capitalistes, ajoute-t-il, attendent l'occasion de l'attaquer pour l'abattre. »

Ce qui est encore vrai dans la mesure où un pays capitaliste peut avoir intérêt à en abattre un autre. Il est certain que les impérialismes allemands, polonais ou japonais se tailleraient volontiers une part du territoire russe comme ils se tailleraient une quelconque part du monde. Ni plus ni moins. Cette constatation entre dans les difficultés que rencontre l'édification du socialisme dans un seul pays. Isolé parmi les impérialismes, le bastion socialiste doit tout d'abord renforcer ses murailles, prenant au milieu des impérialismes la position du guerrier en défense. Puis, l'offensive étant toujours la meilleure des défenses, l'Etat socialiste entre lui-même dans la course à la sécurité, se confondant peu à peu par la forme aux impérialismes qui l'entourent. L'Etat socialiste entre dans les compromissions et dans le jeu des traités. Il s'habitue naturellement à une diplomatie défensive toute prête à l'offensive. Il en accepte la survie.

L'U.R.S.S. a suivi l'évolution de tout pays économiquement miné et politiquement naissant. Dressé d'abord dans une offensive désespérée, il comprend vite les besoins de calme pour le relèvement économique. Il signe des traités honteux qui sauvent en dehors de toute autre considération diplomatique la flamme naissante de la révolution. Puis il entre dans le jeu, affirme diplomatiquement son droit à la vie et la décomposition intérieure aidant, prend sa place dans les compétitions impérialistes.

C'est pourquoi l'U.R.S.S. n'est pas à l'abri d'une guerre, ni d'une attaque, mais qu'elle doit en accepter l'éventualité, subissant la loi impérialiste qu'elle n'a pas voulu ou pu abattre. De même, il n'est pas impossible que l'U.R.S.S., par son expansion à l'est ou tout autre part, prenne cette position offensive qu'elle attribue uniquement aux impérialismes qui l'entourent, comme si elle s'abstrayait de leurs raisons et de leurs lois.

Ce n'est pas le trotskysme que craint Staline, mais l'exigence révolutionnaire des ouvriers

Pour Staline, les trotskystes sont les espions, les agents de l'Allemagne, etc., c'est-à-dire des outils des impérialismes étrangers ou des saboteurs de l'impérialisme soviétique.

Mais ils ne sont pas seulement cela. Nationalement, ils sont aussi des gauchistes, c'est-à-dire ceux qui réclament des sections nationales du Parti une politique révolutionnaire.

Ils symbolisent le mécontentement devant l'absence de démocratie des organisations ouvrières.

Le trotskysme est tout ce qui, intérieurement au Parti ou extérieurement, s'oppose ou critique, « le chemin en se masquant de pacifisme ou de gauchisme dans les milieux intellectuels. Il a peur de la classe ouvrière qu'il cherche à duper par la phrase révolutionnaire. » (Vaillant-Couturier.)

Nous avons là l'aveu que les partis communistes sur l'échelle internationale ont senti de lourdes secousses dans leur organisation. Le principe révolutionnaire partiellement ou totalement nié, le Parti ne parvient à maintenir ou augmenter son influence (comme en France, malgré les trahisons répétées) que grâce à une politique de prestige personnel doublée d'un sabotage moral des courants qui pourraient prendre sa succession dans le mouvement ouvrier.

Il est certain que les trotskystes par eux-mêmes en tant qu'organisation ne sont pas un danger pour les partis communistes, ni en passe de le devenir. Mais toute l'opposition est marquée par ce vocable, et c'est d'un bloc que nos bolcheviks jettent dans la boue la pensée neuve qui se dégage peu à peu de la faillite du bolchevisme, une synthèse où pointent et grandissent nos théories libertaires.

La nouvelle constitution soviétique est un masque qui cache la dictature personnelle de Staline

« Il est nécessaire, déclare Staline, d'élever le travail politique de notre parti au niveau convenable, et il faut concentrer notre attention sur l'éducation politique des cadres du parti soviétique. »

Et parallèlement à cette éducation, le discours annonce une série de mesures pour réglementer l'avancement de nouveaux travailleurs au rang de dirigeants.

Voici donc des écoles spéciales où l'éducation communiste, dans la ligne, sera donnée au jeune ouvrier qui aura fait preuve d'intelligence et de souplesse.

Si la plus pure démocratie présidait à l'élection des « capacités » de cette école, on peut penser que déjà le libre jeu serait faussé dans les résultats, étant faussé dans son origine par les

méthodes sectaires et desséchantes de l'éducation communiste, mais encore n'en est-il pas ainsi.

Non content de faire élire aux ouvriers des mécaniques bien montées, on réglementera même ces élections par l'élimination des candidats qui, à certains échelons de l'appareil, ne donneraient pas des preuves assez concluantes de dépendance au régime.

Après cette éducation et ces restrictions, et les nettoyages passés des indésirables, et ceux qui se préparent, on peut faire jouer en toute tranquillité la constitution la plus démocratique du monde. Les morts n'en abuseront pas.

La lutte de classes n'est pas finie, puisqu'une classe nouvelle se renforce

Aux phrases sur le trotskysme succèdent pour le principe quelques phrases sur la réaction. Il faut bien expliquer au paysan nécessaire que si la « dékoulakisation » et des campagnes se font assez peu à son profit, et que si la socialisation est plutôt un renforcement de sa misère, c'est que toute une classe, étouffée mais non morte, parallèlement aux conspirateurs, mais en profondeur, oppose aux plans géométriques de Staline « ces moyens de lutte acharnée » qui sont toute la cause de la misère paysanne.

En réalité, cette classe de koulaks, de paysans riches, ou bien a disparu dans la tourmente révolutionnaire, ou bien s'est incorporée au régime sous la N.E.P. et après, et qu'avec l'appareil politique et économique (bureaucratie d'Etat), elle constitue la fameuse classe qui exploite non pas sourdement, par « des moyens désespérés », mais bourgeoisement dans l'exercice du pouvoir.

La lutte de classe continuant, il y a bien une classe exploitée et une classe exploitresse, une classe progressive et une classe régressive, mais le maître de la Russie appartient à la seconde, et c'est contre cette bourgeoisie nouvelle que la classe ouvrière dépossédée du pouvoir continue la lutte sociale, non pour balayer des débris, mais pour briser une nouvelle forteresse (bureaucratie, technocratie) qui se construit sous ses yeux et dont le maître au pouvoir est l'expression politique.

Le peuple russe a comme nous deux armes : le défaitisme révolutionnaire et la révolution sociale

L'U.R.S.S. n'est pas un état ouvrier, inquiété et maltraité par des impérialismes à l'affût. Il est un impérialisme ayant dents et ongles, capable de se défendre, et éventuellement d'attaquer, participant aux combinaisons diplomatiques et se situant de lui-même sur le terrain impérialiste.

Internationalement, il se place donc en dehors de toute solidarité ouvrière. Indépendamment de leurs doctrines propres, toutes les écoles du socialisme ont le devoir de dénoncer le pacte sentimental des ouvriers envers le prétendu Etat prolétarien.

Nationalement, les ouvriers russes doivent, pour les mêmes raisons, lui appliquer les principes du défaitisme révolutionnaire.

En outre, pour maintenir à un certain niveau leurs libertés essentielles compromises, ils se trouvent portés à reprendre la lutte pour la révolution, pas à pas avec la reconstitution d'une classe privilégiée. Ils se trouvent donc engagés à reconstruire le parti révolutionnaire sous des formes déguisées et multiples. Et il est probable que le terrorisme — stade primitif de la lutte révolutionnaire — connaîtra sous peu en Russie une éclosion nouvelle non plus seulement pour justifier les massacres des bourgeois stalinien, mais systématiquement, en tant que méthode de lutte.

Les ouvriers russes ont une révolution à refaire, semblable à la nôtre, avec des moyens incomparablement plus primitifs.

Quant à nous, les précisions stalinien nous incitent à persévérer dans nos positions, en nous attendant aux colosses et à tous les moyens pour saboter ce que l'Internationale communiste craint par-dessus tout : l'influence dissolvante d'une doctrine nouvelle et la formation d'un parti révolutionnaire nouveau qui se poserait en héritier du bolchevisme, avec des méthodes qui rallieraient les ouvriers à sa lutte.

LUC DAURAT.

La voix des chômeurs

UNE NOUVELLE TRAHISON DE L'UNION

Devant le mécontentement général des crévées-fam, qui grandit chaque jour, l'Union avait décidé d'organiser une manifestation de protestation aux Tuileries.

Cette démonstration avait été prévue pour le 9 mars ou au plus tard le 13. Cette date a été prise au dernier bureau régional devant les représentants de 130 comités, n'a pas été respectée. Après les réclamations desdits comités, les responsables de l'Union avaient décidé de la reporter au vendredi 19 mars.

L'Union avait engagé de grosses dépenses ainsi que les comités, or, ces débours étaient couverts avec l'argent de ceux qui n'en ont déjà pas assez pour manger. De cela, l'Union ne se préoccupe guère. Jusqu'à la veille de ce rassemblement, les journaux de gauche demandaient aux miséreux de s'y rendre en masse et ainsi, tous, nous étions prêts.

Où ne fut pas notre déception en constatant le matin même, la remise de cette manifestation. Sous prétexte des événements sanglants de Clichy. Ah ! non alors, pas de place pour de tels bobards. Si ces incidents n'avaient pas eu lieu, l'on aurait trouvé autre chose.

La veille du rassemblement, s'est tenue à la présidence du Conseil, une conférence à laquelle assistaient Marx Dormoy, Langeron, préfet de police (pourquoi cette présence ?) et aussi les représentants des syndicats et des partis politiques. Il a été demandé aux Peyrat, Lacroix, François, de retarder cette démonstration.

Ceux-ci ont cédé sans se préoccuper de la base.

Dites donc, Messieurs les secrétaires de l'Union, il faudrait s'entendre. Vous avez été nommés à la tête du mouvement des chômeurs, pour les défendre et imposer leurs volontés et desiderata, non pas pour y faire des courbettes devant les ministres et céder au chantage des politiciens et des frondeurs des syndicats. Peyrat, Lacroix, François, il faudra vous expliquer devant cette masse de laissés-pour-compte que nous sommes, mais qui saura vous signifier que vous n'êtes pas la pour vous faire les complices du gouvernement. Lorsque vous prétendez ne pas faire de politique, vous êtes des rigolos. Vous appartenez aux partis qui composent ou soutiennent ce gouvernement, c'est votre droit, mais vous n'êtes pas à la tête de l'Union pour faire le jeu de ces différents partis, mais pour y prendre la défense de ceux qui vous ont mandatés.

A. REBOISSON.

Cautère sur jambe de bois

(Suite de la première page)

Il y a, au Parlement, une foule bigarrée de partis, de groupes et sous-groupes et il s'en forme sans cesse. Ce qui est autorisé au Palais-Bourbon serait-il interdit dans le pays, alors que la Chambre est constitutionnellement la représentation légale de la Nation ?

On objecte encore que cette transformation des Lignes factieuses en Partis politiques n'est, en réalité, qu'un camouflé.

C'est possible ; c'est même certain.

Mais n'est-ce pas le fait de tous les Partis politiques ? Tous ne sont-ils pas une vulgaire association — ou Ligne — camouflée en parti politique, ayant pour seule ambition et pour unique objectif : 1° de conquérir le pouvoir ; 2° de le garder, tout comme les Lignes ayant à leur tête les de la Roque, les Doriot et consorts ?

On objecte enfin que, même camouflées en partis politiques, ces Lignes factieuses, frappées de dissolution, ne renoncent pas à briser les cadres de la légalité et à recourir, pour s'emparer du pouvoir, à l'illégalité, à la violence, à l'appel à l'insurrection armée, à la guerre civile.

Je ne dis pas non.

Mais j'ai le souvenir très précis que des trois grands partis politiques qui composent le Gouvernement de Front populaire, il en est deux : le Parti socialiste et le Parti communiste qui, lors de leur fondation, ont publiquement déclaré que, partis politiques en lutte contre tous les partis bourgeois, c'est-à-dire de conservatisme social, ils ne se constituaient en partis politiques que pour profiter des périodes électorales pour constituer, à la Chambre, une opposition irréductible, pour se faire entendre, du haut de la Tribune Nationale, au pays tout entier ; mais qu'ils tenaient pour insuffisante l'action parlementaire et que pour s'émanciper, la classe ouvrière ne devait compter que sur ses organismes de classe, sur l'action directe des masses en état insurrectionnel et de révolution armée.

Je sais, au surplus, que, dans ces Partis qui persistent à se dire prolétariens et de transformation sociale, nombreux encore sont les éléments qui sont restés fidèles à cette thèse.

Eh bien ! Ne serait-il pas invraisemblable et inadmissible que le Gouvernement de Front populaire demandât la dissolution de Lignes qui ne font que s'inspirer des moyens d'action que le Parti communiste et le Parti socialiste ont longtemps utilisés et qu'ils n'ont point encore, — que je sache — théoriquement du moins, chassés de leur programme ?

Et puis, il faut bien le dire : tous ceux dont la compréhension n'est point obtuse savent qu'aucun décret, aucune loi, aucune mesure ne saurait empêcher de se grouper, de se liquer, pour agir en commun des gens qui sont animés du même esprit, qui possèdent la même mentalité et poursuivent le même but. Ces gens-là trouvent toujours le moyen de s'unir et de s'organiser sous une forme ou sous une autre.

Dissolution ? — Cautère sur jambe de bois !

Autre mesure proposée : l'incarcération des chefs qui dirigent ces Lignes factieuses.

A mon sens, c'est la plus formidable des maladrades, la plus dangereuse des gaffes qu'on pourrait commettre.

Voici pourquoi :

Le fascisme appelle un chef ; un chef autour duquel se rassemblent les troupes pleines de confiance et gonflées d'admiration ; un chef qui, à tort ou à raison, jouit d'un haut prestige et exerce une autorité morale indiscutée.

J'ai la conviction que c'est l'absence d'un chef qui, jusqu'à ce jour, nous a épargné, en France, l'abjection du fascisme triomphant.

L'heure à laquelle la menace fasciste m'a inspiré les plus vives appréhensions, c'est l'heure à laquelle Tardieu régentait le Parlement, Weygand l'Armée et Chiappe la police.

Que de fois je me suis dit alors : « Si ces trois individus s'entendaient et formaient une sorte de Triumvirat, nous sommes « foutus ! »

C'est pour nous une fortune insoupçonnée que le fascisme en France, n'ait pour chefs que des « médiocres », des personnages surfaits, des hommes sans talent, sans passé, sans conception originale, sans tempérament, sans caractère, sans audace.

Si je croyais en la Providence, je la supplierais de faire que les pauvres types que les nigrands se sont donnés pour chefs restent à leur poste.

Ce serait une faute impardonnable de les mettre à l'ombre ; il est souhaitable qu'ils restent en pleine lumière.

N'oublions pas que ces capitaines d'opéra-bouffe ont des lieutenants, que ceux-ci ne demandent qu'à monter en grade et que, dans le nombre, il pourrait se rencontrer un chef, un vrai.

N'oublions pas que les trois malfaiteurs que j'ai cités plus haut sont encore de ce monde : Tardieu, l'aventurier de la politique, flanqué de Weygand, l'homme de la soldatesque et Chiappe, l'homme de la ficelle.

Ces gaillards-là, s'ils avaient l'idée de s'entendre, seraient autrement dangereux que les de la Roque, les Doriot, les Taittinger, les Renaud, les Maurras, les Dorgères s'ils s'entendaient, ne parviendraient qu'à former un conglomérat d'une consistance douteuse et de qualité inférieure.

La mise à l'ombre des chefs de bandes fascistes ? — Cautère sur jambe de bois !

SEBASTIEN FAURE.

Dans un troisième et dernier article, je terminerai l'examen des mesures proposées et je conclurai.

SEBASTIEN FAURE.

Voir, dans le précédent N° du « Libertaire », l'article « C'était fatal. »

Jeunesse Anarchiste Communiste

LE CONGRÈS des Jeunes Socialistes

C'est terminé, le sort de la minorité révolutionnaire des J. S. est réglé, enterré sous la motion d'attachement au gouvernement et à son chef Léon Blum et par la suppression du journal « La Jeune Garde ».

Le précédent congrès s'était tenu à Lille et l'opposition révolutionnaire représentée par la Fédération de la Seine avait vu exclure ses meilleurs militants et réprimé par la force toute tentative d'opposition verbale.

Les J. S. de la Seine n'avaient pas tiré l'enseignement nécessaire du Congrès de Lille. Ceil vient de les ramener à des vues plus réalistes sur la conquête du parti socialiste par les minorités révolutionnaires ; le parti avait fait donner ses bonzes : Blanchon, Paul Faure ont tour à tour exalté l'œuvre sociale du Gouvernement avec leur subtilité de politiciens.

Extraits du discours de Blanchon : « Nous avons réalisé une partie des promesses (sic) que nous avions faites. Si les Jeunes socialistes d'aujourd'hui n'oublient pas ce qu'a été la vie des ouvriers il y a moins de 50 ans et même hier, ils seraient moins impatients et moins injustes. »

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coupeurs de cheveux en quatre, arrière ceux qui nient de rien avoir ni rien oublié » (sic).

Vous avez compris Jeunes socialistes : consolerez-vous en pensant qu'il y a 50 ans, votre grand-père faisait peut-être 5 ans de servitude militaire. Et pour ceux qui ont appris et n'ont pas oublié, l'évolution du Parti Socialiste et son rôle en 1914, leur préteront matière à méditation.

Paul Faure, plus cynique, se permet d'établir un parallèle entre la vie sociale du citoyen Français et celle de l'Allemand. Il déclare ensuite des clinch d'affirmations gratuites : « La jeunesse est venue à nous parce qu'elle sait que le Socialisme c'est la Paix. »

Les deux ans, les milliards de crédits militaires, la préparation militaire obligatoire, l'emprunt pour la défense de la Patrie bourgeoise, c'est ça la Paix, c'est ça qui attire les jeunes ; non mais, Paul Faure, vous avez atteint le sublime du cynisme.

Pour clore les péroraisons de ces individus qui usent le titre de socialiste, c'est ensuite l'immense parade où défilent impeccablement les sections des disciplinés partisans du poing levé et du pont de la liquette dont l'air et l'esprit qui les animent n'ont rien à envier aux parades hitlériennes de Nuremberg.

Le bilan de ce Congrès est la suppression du journal « La Jeune Garde », élimination des éléments révolutionnaires, élection du Comité National composé exclusivement d'éléments réformistes (postulants futurs aux places de députés et de ministres) et pour terminer cette motion conformiste vote à grosse majorité d'une motion de confiance indéfectible au Gouvernement et au social-bourgeois L. Blum.

Et voyez-vous, Jeunes, qui avez cru trouver dans ce parti une avant-garde du socialisme vous avez dans le dénouement de ce congrès toute l'histoire de ces partis se réclamant du socialisme et dont leurs buts aboutissent logiquement à la participation au pouvoir éternels successivement par une politique réformiste imposée par la même bourgeoisie qu'ils prétendaient détruire.

La voie du socialisme intégral vous la trouverez dans l'organisation anarchiste non pourrie par un passé de compromission politique, et qui prétend encore se réclamer du vieux axiome de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Jeune Socialiste, n'abandonne pas la lutte révolutionnaire !

La place qui convient à tes aspirations de classe, est à la J.A.C.

R. CARON.

P.-S. — Le « Popu » de mercredi matin donne — enfin — le texte des motions votées à la Conférence Nationale des Jeunes Socialistes. Pratiquement la minorité groupée autour de l'Internationale se trouve exclue, comme le prouve l'extrait ci-dessous :

« Charge le C.N.M., de prendre en application des statuts de l'organisation, toutes les mesures nécessaires pour que deviennent impossibles les manœuvres dissolvantes d'un groupe exclusivement préoccupé de ses intérêts de « tendance » et pour que cessent d'appartenir aux J. S., tous ceux qui, malgré des rappels réitérés à la discipline, ont persisté à vouloir dresser les mouvements des J. S. contre la politique décidée par le parti. »

On ne peut être plus clair et les textes se passent de commentaires.

CONVOICATIONS

Union des J.A.C. de la Seine, Commission d'Initiative. — Réunion mardi 6 avril, à la permanence, 9, rue de Bondy. Tous les groupes devront être représentés.

Il est rappelé qu'en vue de l'assemblée départementale, tous les groupes de la Seine doivent recevoir 5 rapports soumis à la discussion des groupes. Les responsables qui ne les ont pas reçus intégralement doivent écrire à Ringes au « Libertaire » pour les réclamer en précisant fidèlement leur adresse, le plus tôt possible.

L'Assemblée départementale de l'Union des J. A. C. de la Seine se tiendra le 25 avril à la brasserie « Le Tambour », 40, place de la Bastille. Les groupes doivent immédiatement prendre position sur les rapports et désigner leurs délégués à la séance du matin.

IX. II. IV. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 92, rue des Archives.

V. — Le Groupe J. A. C. du Ve invite tous les jeunes à assister aux réunions qui se tiennent tous les vendredis, 22, rue Broca, chez d'Artaignan, à 20 h. 30.

VII. et VIII. — Pour les adhésions, écrire à Escabas au Libertaire.

IX. — Avec le groupe de l'U. A.

X. — Tous les samedis après-midi au Lib.

XI. et XII. — Pour les adhésions écrire à Raymond Le Loch, 154, bd Saint-Antoine.

XIII. — Le groupe J. A. C. se réunira tous les mardis à 20 h. 30. « Au Lion d'Afrique », place d'Italie. Sympathisants cordialement invités.

XIV. — Mercredi 7 avril, tous à la réunion publique qu'organise le groupe.

XV. — Tous les vendredis chez Jourdan, 69, rue de la Convention.

XVI. Boulevard-Billancourt. — Tous les mardis à 21 h., chez Cuvillier, 50, avenue des Moulineaux, Billancourt.

XVII. — Avec le groupe U. A.

XVIII. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordener.

XIX. — Tous les mardis à 20 h. 30, salle Quenelle, 70, rue de Flandre.

XX. — Avec le groupe de l'U. A.

Pour les adhésions, écrire à Barzangette André, au « Libertaire ».

Etudiants libertaires. — Passer le samedi après-midi au « Lib », pour les adhésions.

Lyceens libertaires. — Ecrire à Dormoy au « Lib ». Permanence tous les samedis après-midi au « Lib ».

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, rue de Flandre à 21 h.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Columbia », 56, rue de Saint-Denis.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Vendredi 2 avril, à 20 h. 30, 44, allée Montgolfier (Gargan). Assemblée générale. Décisions importantes à prendre.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopérative, rue de l'Eglise.

Neugent. — Tous les mercredis à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Tous les mardis à 21 heures, 49, rue de la Cristallerie.

Sartroville. — Groupe en formation. Ecrire à Leppince, 62, rue de la Frette pour renseignements.

Chambéry. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Biset Marcel, 5, rue de la Métropole Chambéry.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 24, rue Tailleur. Prochaines réunions publiques, jeudi 15 avril Cours Berriat et le 29, à St-Martin-d'Hères.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30, au « Bar de l'Université ».

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (Fédération Lyonnaise), 212, rue de Gréqui.

Saint-Henri-Val-de-Séon. — S'adresser au camarade Couissinier fils, 85, rue Rabalais, St-Henri.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Louchet, Saint-Pierre.

Alger. — Ecrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Il est rappelé aux secrétaires des groupes qui désirent que leurs communications paraissent dans cette rubrique qu'ils doivent les envoyer à Ringes au « Lib ».

La J. A. C. vient de rééditer un important matériel : papillons antinationalistes au prix de 2 francs le cent, huit textes différents : une brochure d'actualité très documentée, au prix de 1 fr. : « La Révolution Espagnole et l'Impérialisme », des tracts au prix de 20 francs le 1000.

TOUS LES SAMEDIS APRES-MIDI AU « LIBERTAIRE »

Permanence J.A.C.

Les sympathisants sont cordialement invités.

Pour les règlements, utiliser le compte chèques postal Paris. R. Caron 963-75.

NOTRE LIBRAIRIE

Reservez au Libertaire vos commandes de brochures et de livres.

En vente	
De Lénine à Staline, Le Grapouillot.	10
Dossier des fusilleurs (après le 30 juin de Staline)	5
Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Cé- line	7 50
Ge qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon	2
Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide.	7 50
Desobéir, par Vladimir	12
Refus d'obéissance, par Jean Giono	6 50
Les Dames de la Terre par Henry Pouaille	18
Le Pain Quotidien par Henry Pou- aille	15
Destin d'une révolution, de Victor Serge	18
L'Education sexuelle, de Mareslan.	15
Evolution et Révolution, de E. Reclus	15
La Conquête du Pain, de P. Kropot- kine	15
La Douleur universelle, de S. Faure	15
L'Ethique, de Kropotkine	18
La Révolution espagnole et l'impe- rialisme, de Jean Bernier.	1
La Grande retape, d'Aurèle Patonni	10
La véritable révolution sociale, Sé- bastien Faure	12

PARIS-BANLIEUE

A NOS CORRESPONDANTS

Les correspondants de la rubrique Paris banlieue et Voix de Province, sont informés que la copie doit nous parvenir le lundi à midi, dernier délai.

La copie doit être écrite à l'encre, d'un seul côté de la feuille, en ménageant des marges.

La rubrique étant consacrée à la propagande locale, nous prions les correspondants de ne pas débiter le cadre des faits politiques et sociaux d'ordre local ou régional et de s'efforcer de ne pas dépasser 30 lignes, de manière à ce que chacun puisse trouver sa place sans être gêné par le voisin.

PARIS V^e ET VI^e

Mercredi 24 mars, eut lieu une causerie organisée par les copains des 5^e et 6^e arrondissements et où a pris la parole le camarade Frémont, de l'U. A. Son exposé sur le programme de l'U. A. fut attentivement écouté par tous les camarades de la salle qui se composait d'une quarantaine de copains et de sympathisants. L'idée libertaire porte ses fruits et nous espérons faire mieux dans nos prochaines causeries.

Camarades, n'oubliez pas qu'une librairie fonctionnant tous les dimanches matin au café, 2, rue Broca, Au bout du Monde, bas de la rue Mouffetard. Vous trouverez le « Libertaire », brochures, livres, insignes, pochettes, etc...

Le Secrétaire.

PARIS-XII^e

Le groupe nouvellement constitué dans le populaire quartier de Charonne avait organisé vendredi dernier une causerie sur l'Espagne.

Vers dix heures, une douzaine d'agents en civil firent irruption dans l'arrière-salle du bistrot où le groupe s'était réuni, la main dans la poche et nous intimèrent de lever les mains en l'air.

Il fallut nous laisser fouiller, puis donner les papiers d'identité. Le tout fut fait évidemment avec une politesse toute policière.

Le règne du filic n'a pas fait de s'atténuer sous le Gouvernement de Front Populaire.

BANLIEUE-SUD

Jeudi 8 avril, à 20 h. 30, salle du Derrière, Mairie de Biotère, Grand meeting public et contradictoire contre la militarisation de la Jeunesse.

Le Groupe et les Jeunes anarchistes ont fait appel à toutes les organisations qui sont nettement contre la militarisation que l'on veut imposer à la jeunesse (projet Dezarauld), comme en Allemagne ou en Italie, à qui la démocratie ou soi-disant telle de notre pays n'aura bientôt plus rien à envier. Tout pour la vie, rien pour la mort.

Orateurs : Droureau, de l'U. A., Ridet et Coudry, des J. A. C.

BLANC-MESNIL

Compte rendu de mandat

Nos communistes de Blanc-Mesnil invitaient le 27 mars, la population à un compte rendu de mandat.

Or, un de nos camarades est venu poser quelques questions à la Municipalité auxquelles le maire a répondu par des a-côtés et d'une façon bien évasive.

Mais, n'importe, nous avons bien tenu à dire à ce camarade que les anarchistes français, pas plus que les communistes, ne sont des anarchistes de nom et qu'il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Espagne. Si Franco est près de Madrid c'est la faute aux anarchistes qui se sont défilés à son approche. Nous invitons nos communistes de Blanc-Mesnil à venir s'expliquer sur les arguments et les griefs qu'ils peuvent apporter, particulièrement au sujet de la question espagnole. Et que tous les ansars vie nient nombreux à cette réunion.

Les camarades anarchistes et sympathisants sont informés que la grande réunion publique et contradictoire aura lieu à Blanc-Mesnil le samedi 3 avril à 20 h. 30, salle la Volière, 7, avenue Henri-Barbasse, Blanc-Mesnil (S.-E.O.). Les camarades de Drancy, Aulnay et la région y sont cordialement invités.

Le Groupe de Blanc-Mesnil.

COLOMBES

Chez les chômeurs

Les camarades chômeurs de notre localité ne se laissent pas attendrir par de belles promesses, ronflantes, à cor et à cris, ils réclament des réalisations.

Aussi, depuis longtemps, leur mécontentement légitime se manifeste en appelant à l'action de ruse. Ce jour, plus que jamais, ils se rebellent contre les fascistes, mais également contre les manitous qui dirigent l'Union régionale des chômeurs.

C'est ainsi que dans leur assemblée générale du 18 mars, ils votèrent un ordre du jour contre la brutale agression des factieux et de la police dont furent victimes, à Clichy, bon nombre de prolétaires.

Dans celle du 25 mars, un second ordre du jour fut voté à la presque unanimité dont voici le teneur :

« Les chômeurs de Colombes devant l'inertie inexcusable des dirigeants de l'Union des communistes, demandent à ceux-ci de se retirer d'un poste dans lequel aucune confiance ne peut leur être accordée, en considérant les différentes trahisons dont ils se sont rendus complices au détriment des intérêts généraux de tous les chômeurs. »

Tout autre commentaire serait superflu.

O. D.

ISSY-LES-MOULINEAUX

Tournée de propagande avec films

C'est devant une salle pleine de 500 auditeurs que nos amis Ridet, Frémont et un camarade espagnol exposèrent avec clarté et beaucoup d'objectivité, la situation espagnole. Ils montrèrent tour à tour les réalisations faites par nos camarades en Catalogne. Et le rôle néfaste de ce blocus infâme qui mît l'Espagne à la merci de puissances fascistes, ils situèrent aussi nettement le problème des intérêts du capitalisme international.

Le film fit impression sur l'assistance (en majorité espagnole) qui manifesta par des applaudissements toute sa sympathie pour notre regretté Durruti.

Esperons que ce passage ne sera pas oublié et permettra à notre groupe de se grossir pour accroître le travail de propagande.

Il a été versé au Comité pour les Orphelins, la somme de 600 francs.

IVRY

La fête de samedi

Le groupe anarchiste avait organisé samedi 27 une goûte fraternelle qui a obtenu un plein succès.

La partie artistique donna toute satisfaction à l'auditoire, de nombreux éléments espagnols étaient présents.

Notre camarade Frémont fit une intéressante causerie sur les événements d'Espagne, causerie fort applaudie.

Le tirage de la tombola a fait sortir les numéros suivants : 1134, 1138, 1061, 1245, 815, 871, 1263, 665, 112, 121, 1160, 852, 1056, 82.

Les lots peuvent être retirés au 3, rue de Seine, à Ivry.

NOGENT-SUR-MARNE

Dernièrement, les amis de l'U.R.S.S., organisaient une conférence filmée au Cinéma Central à Nogent.

L'orateur fit l'éloge du « pays de la Révolution » puis il critiqua l'ancien ami de Lénine, Victor Serge qu'il baptisa de « reculeur » de la bande Bonnot, ainsi que notre ami Yvon qui est leur bête noire.

A la sortie de cette réunion, deux de nos camarades distribuèrent des tracts, mais certains de ces messieurs n'étaient pas contents et criaient même : « au provocateur ! ». Un autre prévit les fils dans l'intention de nous faire égarer (la police avec nous !). Un socialiste S.F.I.O. tenta même d'arracher les tracts des mains de nos camarades.

Nous avertissons ces messieurs : la chaussette à clous existe toujours.

A. T.

VOIX DE PROVINCE

LYON

Comité pour l'Espagne Libre
Union Anarchiste et J.A.C.
(Région Lyonnaise)

Depuis neuf mois le vaillant peuple espagnol soutient la lutte admirable contre les forces de régression du fascisme de son propre pays, puissamment aidé par les fascistes italiens et allemands. Que fait pendant ce temps notre gouvernement de Front Populaire ?

Il organise le blocus de l'Espagne, empêchant nos camarades espagnols d'être ravitaillés des armes dont ils ont besoin, interdisant aux volontaires de rejoindre les milices républicaines alors que des divisions entières d'Italiens et d'Allemands sont envoyées dans la péninsule Ibérique.

UN GRAND MEETING

Pour protester contre la duperie qu'est le blocus le Comité pour l'Espagne Libre, l'Union anarchiste et les Jeunes anarchistes communistes vous prient d'assister au grand meeting qui aura lieu le vendredi 9 avril à 20 h. 30, salle Emile-Zola à l'Unitaire, 129, rue Boileau.

Orateurs

M. GEBRON,

de la J.A.C.

H. POURCADE,

du Comité pour l'Espagne Libre de Lyon.

RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

MARSEILLE

Comité des Femmes libertaires pour l'Aide au Peuple espagnol

Le Comité fait savoir à tous les groupes, locaux et régionaux, qu'il émet une tombola-souscription au prix de 0 fr. 50 le billet, pour venir en aide aux orphelins d'Espagne. Que chacun de nous fasse le maximum pour l'écoulement de ces billets dans son entourage : famille, ateliers, bureaux, groupements, etc.

Nombreux lots de valeur. Le tirage aura lieu irrévocablement le 30 mai prochain à son siège, 18, rue d'Italie, Marseille.

Au travail camarades. Qui d'entre nous battra le record de la vente. Le défi est lancé !

Pour le Comité. — M. P.

MARSEILLE (GERMINAL)

Germinal vous lance un appel pour vous grouper plus fortement que jamais, par le nombre et par notre foi et volonté de lutte. Notre « Lib. », notre cher « Libertaire » est attaqué, poursuivi, par les rigueurs des lois du gouvernement à direction dite socialiste de M. L. Blum. Si notre journal est poursuivi, c'est qu'il trahit fort et juste.

Pour répondre aux coups de la clique au pouvoir aboulinons-nous ! Souvenons-nous, descendons le vendredi vendre le journal dans la rue, aux portes des usines, passez vos commandes au groupe « Germinal », venez vous ravitailler tous les soirs.

A l'action, camarades, pour notre « Libertaire » ! pour l'U. A., en avant ! Eil pour œil. Dent pour dent !

Germinal triomphe

Je constate avec plaisir le développement des groupes de Marseille.

L'un des groupes a donné à son nouveau local, et à sa nouvelle organisation le joli nom de Germinal, ce qui nous fait penser à Emile Zola. Germinal, nous rappelle aussi un événement passé de grande envergure. Cinq militants espagnols anarchistes, c'était aux tristes et troubles d'Alphonse XIII, et du dictateur militaire, Primo de Rivera. En 1924, le roi s'était vu contraint d'appeler le dictateur dans le but d'étrangler l'évolution de l'anarchisme en Espagne et en même temps étrangler les loges maçonniques qui étaient antimonarchiques.

En un mot, l'anarchisme et les franc-maçons étaient une peste pour le roi Alphonse XIII et pour Primo de Rivera. Juan Montolio, Llaor, Santillan, Pablo Martin, Enrique Gil. Ces jeunes anarchistes militaient courageusement pour libérer le peuple, victime d'une dictature atroce. Leur cœur était large, sensible, et généreux. Leur idéal était sincère et juste. Mais ils en furent les victimes, ils payèrent de leur vie, pour avoir voulu une société plus belle.

Néanmoins les événements d'Espagne nous montrent qu'il faudra déchanter et ce n'est pas pour faire plaisir aux puissants du jour. L'anarchisme est une force et une loi parce qu'elle est une loi progressive de la nature et de la raison.

Les événements de l'heure actuelle, nous montrent que nos idées germent, nos groupes se multiplient et se développent partout, notre presse s'étend, nos énergies sont plus fortes et l'espoir vient. L'idée anarchiste est indestructible. Oui, on les a tués nos héros, mais ils ont révolutionné leur vie, Paolo Martin s'avance pour défendre leur vie, Paolo Martin s'avance pour jeter du haut de la forteresse de Pamplune en octobre 1924 et les autres, leur dernière parole fut Germinal.

Leur chair est morte, leurs os sont pourris, Alphonse XIII est parti, le dictateur militaire Primo de Rivera est parti, et l'anarchie est restée. Germinal triomphe.

Arthur Mabire.

NARBONNE

Ne déplaçons les responsabilités

Par l'affiche tirée par les soins de la jeunesse socialiste, il semblerait nettement que l'on voudrait faire retomber toute la responsabilité du massacre de Clichy, uniquement sur les provocateurs fascistes. Camarades, Jeunes Socialistes, permettez-nous de vous dire que si nous ne doutons pas de votre sincérité, nous ne partageons pas du tout votre point de vue sur cette lamentable affaire.

Il ne saurait en aucun cas être question, de nier les intentions criminelles des bandits fascistes : soit ; mais cela ne diminue en rien la responsabilité du gouvernement et en particulier du ministre de l'Intérieur, qui autorisa la soirée du Parti Social Français, en plein centre ouvrier et qui fit déplacer d'énormes masses de police.

Le débat qui a eu lieu à la Chambre, sur les événements de Clichy vous aura certainement éclairés sur les intentions gouvernementales. Soyez bien persuadés que le gouvernement ne touchera pas aux trusts qui subventionnent les ligues fascistes, ni à la presse pourrie, pas plus qu'il ne demandera l'abrogation de la loi de deux ans, pas plus qu'il ne dénoncera l'immense blocus qui étouffe l'Espagne républicaine et révolutionnaire, ni ne sera passer un souffle républicain dans les institutions démocratiques.

Des ouvriers ont été assassinés à Meloult (Tunisie) et à Clichy, le budget de la défense nationale (lisez préparation à la guerre) s'élève démesurément... de toutes ces défaillances, pour ne pas dire de ces trahisons, n'en faites pas seulement porter la responsabilité aux provocateurs fascistes, d'autres au gouvernement et dans les partis qui le soutiennent en ont largement leur part.

C'est par des pratiques identiques qu'en Allemagne et en Espagne on a préparé le lit du fascisme.

Des mesures énergiques ne seront prises, que si la classe ouvrière, lasse d'être dupée, bernée et assassinée, ne les impose en passant résolument à l'action comme en juin 1936.

Pour préparer la riposte ouvrière, il faut avoir le courage de regarder la réalité en face et ne pas déplacer les responsabilités !

Le groupe « Elisée Reclus ».

FEDERATION ANARCHISTE DU LANGUEDOC

« Contre la guerre qui vient »

Sous ce titre, la Fédération du Languedoc, organise avec le concours du camarade Huari, une série de meetings. Devant les périls qui menacent de plus en plus la classe ouvrière et surtout devant la faillite de tous les partis politiques et de la direction de la C.G.T. qui sombrent à l'avance dans la plus lamentable « Union sacrée », tous les groupes et camarades de la région organiseront, nous en sommes persuadés, un meeting dans leur localité.

Le temps presse, et il faut agir sans plus attendre. Pour cela, tous les groupes et camarades compris dans la région d'Agén à Marseille se feront un devoir de nous communiquer leurs désirs au sujet de cette tournée.

Nous insistons particulièrement auprès des camarades d'Agén, Toulouse, Carcassonne, Lézignan, Gruilh, Perpignan, Coursan, Béziers, Montpellier, Almarques, La Grand-Combe, Ales, Nîmes, Beaucaire, Châteaurenard, Arles, Saint-Henri et Marseille.

Adressez la correspondance à Robert Casier, 17, rue du Belfroi, Narbonne (Aude).

Réunions et Conférences de la semaine

Vendredi 2 Avril

XV^e, à 20 h. 30, Salle du Tango, 86, avenue Emile-Zola.

PROPAGANDE PAR LA CHANSON

par Charles d'Avray, dans ses œuvres ; Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocution de Droureau.

Samedi 3 Avril

AULNAY-SOUS-BOIS, à 20 h. 30, rue des Ecoles, 4.

CAUSERIES EDUCATIVES

Fascisme ou Révolution ? Les anarchistes et le cas de conscience.

Orateurs : Roger Coudry et Saïl Mohamed.

PONTOISE, à 20 h. 30, salle Varviers, Place du Petit-Martroy.

CAUSERIE EDUCATIVE

Les anarchistes devant la situation actuelle.

Orateur : Langlois.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, à 21 h., chez Anouine, 52, rue de Paris.

CAUSERIE EDUCATIVE

L'Union anarchiste et son programme.

Orateur : Frémont.

SAINT-OZEN, à 20 h. 30, salle de l'Eveil de l'Enfance, mairie de Saint-Ozen.

CONFERENCE FILMEE

Sur la Révolution Espagnole.

Orateurs : Roger Coudry, Ridet, Carpentier.

Dimanche matin

4 Avril

ASNIERES, à 9 h. 30, maison Pouillard, 142, rue Dumesnil, coin de la rue de Metz.

CAUSERIE EDUCATIVE

L'Union anarchiste et son programme.

Orateurs : Langlois, Frémont.

Lundi 5 Avril

PARIS IX^e ar., à 21 h., au « Cadet », rue Cadet.

CAUSERIE EDUCATIVE

La faillite du Front Populaire.

Mardi 6 Avril

PARIS XIII^e, à 21 h., 14, av. d'Italie, salle Lecoq.

REUNION GENERALE DU SECTEUR SUD-EST

Les adhérents des groupes suivants doivent être présents : V^e et VI^e, XII^e, XIII^e, banlieue sud : Gentilly, Charenton, Ivry, Vitry, Choisy-le-Roi, Villeneuve-le-Roi. Les camarades de cette région habitant une localité où il n'y a pas de groupe, sont cordialement invités.

Mercredi 7 Avril

PARIS 14^e ar., J. A. C., à 20 h. 30, salle au Clair de Lune, 17, rue de Vanves, 17.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Contre la militarisation de la jeunesse.

Orateurs : Langlois, Coudry.

LA VIE DE L'U.A.

Commission administrative. — Réunion lundi 5 avril à 21 h., au local du « Libertaire ».

C. I. Fédération Parisienne. — Réunion du C. I. samedi 3 avril, à 20 h. 30, au local du « Libertaire ». Présence indispensable de tous.

V^e et VI^e ar. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Artagnan, 22, rue Broca.

IX^e ar. — Le lundi 5 avril, à 21 h., au Cadet, rue Cadet, Causerie éducative.

XIII^e. — Tous les camarades du groupe sont priés d'être présents à l'assemblée du Sud, café du Coq, 14, avenue d'Italie, mardi 6 avril à 20 h. 30.

XIV^e ar. — Tous les vendredis à 21 h., 36, rue de Vanves.

XV^e ar. — Vendredi 2 avril, à 20 h. 30, salle du Tango, 86, avenue Emile-Zola.

XVIII^e ar. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e ar. — Tous les jeudis à 20 h. 45, salle Le Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX^e ar. — Mercredis, à 20 h. 30, au 67, rue Menilmontant, salle Lejeune, 1^{er} étage.

Asnières. — Dimanche matin, 4 avril, à 9 heures 30, maison Paillard, 142, rue Daumesnil, au coin de la rue de Metz. Causerie par un camarade.

Asnières. — Les camarades désireux de former un groupe doivent s'adresser au camarade Pelicot.

Aulnay-sous-Bois. — Samedi 3 avril à 20 h. 30, au local, 4, rue des Ecoles, causerie par le camarade Roger : Fascisme et Révolution, Saïl Mohamed nous parlera des anarchistes et du cas de conscience.

Bagnollet. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, salle Weber, 43, rue Hoche, Groupe d'Etudes Sociales, même salle, permanence le dimanche de 10 h. à 11 heures.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbasse.

Bobigny. — Samedi à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Champigny. — Tous les derniers samedis de chaque mois chez Mme veuve François, place du Marché, à 20 h. 30. « Le Libertaire » est en vente à la Librairie Gatignole à côté de la mairie.

Banlieue-Sud. — Tous les lundis à 20 h. 30, rue Frileuse, à Gentilly.

Chelles. — Les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois à 20 h. 30, lieu habituel. Pour les adhésions s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prévoist.

Choisy-le-Roi. — Les camarades désireux de former un groupe dans notre ville sont invités à la réunion de constitution qui aura lieu le dimanche matin 4 avril, à 11 h., au Petit Bar Maurice, 3, place de l'Eglise.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Clichy. — Tous les dimanches matin à 9 h., 92, rue de Paris.

Colombes. — Tous les jeudis au bar Colombia, 56, rue Saint-Denis.

Drancy. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois salle Passébon, 50, avenue Marceau.

Erment. — Tous les lundis soir à 21 heures, 123, rue de la Gare (au fond de la cour à droite).

Gagny. — Les camarades désireux de fonder un groupe libertaire dans la région peuvent s'adresser à Boyer, au « Lib ».

Issy-les-Moulineaux. — Tous les mercredis à 20 h. 30, café de la Poste, 14, avenue de Verdun.

Ivry. — Réunion sur convocation du secrétaire.

La Courneuve (Seine St-Denis). — Tous les vendredis à 17 h. 30, salle Tintin, rue Râteau.

Levallois-Perret. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Manche, 69, rue Maris-Aufan.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Nogent-sur-Marne. — Tous les mercredis à 21 heures, chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beaujourn, de 12 à 14 heures et après 18 heures.

« Mon frère du
Syndicat professionnel »
dit Frachon.

Nous commençons à
croire qu'il dit vrai.

Après la grève générale

Les ouvriers parisiens n'avaient pu amener à bonne fin leur tentative de réagir contre le massacre de Clichy par un mouvement décisif amenant l'écrasement des organisations fascistes. Dans de très nombreuses usines, la protestation d'une demi-journée apparaissait comme nettement insuffisante. Spontanément, à la rentrée des prolétaires refusant en quantité d'endroits, de continuer à travailler avec les fascistes. Le patronat hésita dans maintes boîtes ; chez Lavallette et chez Gnome et Rhône, il commença par accepter de licencier les Croix de feu. Puis il sentit d'où venait le vent.

Les mouvements spontanés étaient désavoués par les bonzes, la lutte contre le fascisme n'est qu'un slogan pour les politiciens communistes et socialistes qui ont trahi la plupart des syndicats parisiens. Dès que cette lutte devient sérieuse, elle prend un caractère anti-capitaliste, elle se heurte aux patrons ; l'expérience du Front populaire vacille ; les politiciens sont la traître.

C'est ce qui vient de se produire une fois de plus. Les métaux de la Région parisienne très comités par le parti communiste furent les premiers à désavouer les tentatives ouvrières pour bouter les fascistes hors des usines. Benoit Frachon écrivit sa lettre pleurnicharde à son frère du Syndicat professionnel. Les Amicales socialistes ne voyaient partout que des provocateurs.

Les patrons comprennent la division existant entre les bureaucraties et les masses syndiquées, et ils s'en servent. Ils répondent aux expulsions des fascistes par des renvois de syndicalistes ; sachant que les directions syndicales poignardaient la défense ouvrière, les patrons offraient très brutalement le marchandage : « Laissez entrer les Croix de feu et nous reprendrons vos camarades ». Ceci se passa entre autres chez Lavallette et chez Gnome et Rhône, chez Delord à Clichy ; c'est le lock-out qui frappa les ouvriers assez audacieux pour entamer la lutte contre le fascisme à l'usine même.

Les dirigeants syndicaux ont deux objections au mouvement spontané déclenché par les prolétaires. Ils se basent sur la lettre des conventions collectives elles-mêmes garantissant aux ouvriers la liberté de se syndiquer où il leur plaît. En outre, c'est le principe même de cette liberté qu'ils revendiquent en attaquant les ouvriers à attaquer les Syndicats professionnels que sur le terrain de la propagande.

Cette argumentation est fautive parce que les Syndicats professionnels ne sont pas des associations ouvrières où l'adhésion est libre et volontaire. Ce sont des organismes d'infiltration patronale dans lesquels des prolétaires sont recrutés par la menace du licenciement. En cherchant à nettoyer les usines des nids fascistes, l'action ouvrière ne fait que répondre à une pression patronale. Le problème était posé ainsi, ce n'est plus par des paroles, des tracts, des réunions, qu'il peut être résolu. C'est par l'exercice de la force, et le tout est de savoir qui dans ce domaine l'emportera : le prolétariat ou la bourgeoisie.

La police du Front populaire commence à intervenir activement dans le cours même des grèves. Ainsi aux cars Renault à St-Denis, uniquement parce qu'il y avait des pourparlers en cours, la police est entrée expulser les ouvriers du garage, privant une occupation possible. C'est d'ailleurs la même menace qui a influencé les ouvriers de chez Lavallette pour obtenir la réadmission des fascistes.

Heureusement que dans certains coins, la combativité de la classe ouvrière se manifeste et triomphe. Grèves en série dans la région lyonnaise pour l'instauration immédiate de la semaine de 40 heures, sans attendre la grâce des décrets-lois.

D'autre part, l'unanimité des travailleurs du Métro, au cours de la grève générale, explique la hâte brusque avec laquelle les 40 heures viennent de leur être accordées. Mais le bouquet fut la grève des camionneurs du tabac. La presse ouvrière en a parlé le moins possible. Il ne fallait pas dévoiler la décision avec laquelle cette lutte était menée, sans s'occuper du trouble causé chez les Français moyens terrifiés de voir les « Gauloises » disparaître. Vincent Auriant a mis les pouces et surtout a fait mettre les pouces aux entrepreneurs de tabacs : augmentations de salaires, la semaine des 40 heures en vitesse, et même... voulez-vous la face, s'ilachonovistes à la Benoit Frachon ! paiement des jours de grève.

Gageons que si les grévistes du nettoyage, au lieu de consentir patriotiquement à nettoyer les Halles malgré leur grève, avaient laissé envahir le ventre de Paris par les saloperies qui s'y accumulent en 48 heures, au lieu de se prendre aux basques d'un arbitre quelconque comme ils le font à présent, ils auraient satisfaction dès maintenant.

DANS LES P.T.T.

Un ordre du jour des jeunes facteurs contre le projet Dezaunauds

La Commission d'Etude des jeunes facteurs de la Région Parisienne s'est réunie le mercredi 10 mars. C'est à l'unanimité qu'elle a voté l'ordre du jour suivant. Après discussion sur le projet Dezaunauds tendant à la militarisation de la jeunesse s'opposant unanimement à la préparation militaire qui jusqu'à présent était une caractéristique des régimes de dictature.

Les jeunes P. T. T. sincèrement attachés à la paix, souhaite l'annulation d'une telle mesure arbitraire, estimant déjà trop long le service de deux ans sacrifiant inutilement deux années de leur jeunesse.

Groupes d'Usines de l'U.A.

Assemblée générale

Samedi 3 Avril 1937, à 14 heures précises : Salle des « Deux Hémisphères » angle des rues Saint-Martin et du Château d'Eau. — Métro : Château d'Eau.

ORDRE DU JOUR

Information : LES ANARCHISTES EN FACE DE LA SITUATION ACTUELLE. — Rapport d'activité ; Rapport du trésorier ; Journaux d'usines ; Bulletin mensuel ; Divers.

SORTONS DE L'ORNIÈRE

Si, voici bientôt deux ans, nous nous sommes dressés contre l'entrée de la C.G.T. dans le Rassemblement Populaire, c'est que nous avions prévu que cette coalition politique, représentant des intérêts plus ou moins contradictoires, ne tarderait pas à se retourner contre les travailleurs et que la C.G.T. n'avait pas à couvrir les agissements anti-ouvriers des politiciens, mais conserver son indépendance pour maintenir la bataille revendicative sur le terrain de la lutte de classes.

Or, la ligne de conduite observée par les directions syndicales depuis cette date justifie amplement nos appréhensions sur leur intention d'utiliser cette participation pour maintenir le mouvement ouvrier dans l'ornière de la paix sociale, qui, sous le masque démocratique, prolonge l'arbitraire de l'exploitation capitaliste.

C'est cette attitude qui a déterminé le freinage des revendications ouvrières de juin, c'est elle qui permet à la contre-offensive patronale de se développer pour réduire à néant l'essentiel des conquêtes obtenues par l'action directe des travailleurs.

Le coup de frein donné à la protestation ouvrière qui a répondu à la fusillade de Clichy n'est-elle pas une démonstration éclatante de la dépendance des sommets syndicaux qui

tendent de dissimuler les responsabilités gouvernementales les plus évidentes ?

Tout cela, parce que les besoins de la politique extérieure de l'U.R.S.S. ont nécessité le retour des petits turbulents du P.C. dans le giron de la France républicaine ; parce que ces derniers, qui sur un signe, ont tout à coup senti vibrer en eux la corde patriotique, n'ont de plus cher souci que de réaliser « l'union de tous les Français » par le sacrifice des uns aux intérêts des autres ; parce que la politique de collaboration de classes pratiquée par le gouvernement de Front populaire, ne permet pas de toucher aux prérogatives essentielles du capital et à ses formations fascistes plus ou moins camouflées.

Voilà la politique que sont invités à défendre les travailleurs embrigadés dans les cellules communistes d'usines et les Amicales socialistes. Laissons-leur la responsabilité d'une acceptation dont ils seront les premiers à regretter les effets décevants.

Cependant, l'expérience de ces derniers mois a démontré que seule l'action directe de la classe ouvrière a été féconde en résultats positifs, tandis que les revendications réformistes contenues dans le plan « d'urgence » de la C.G.T. qui requièrent l'intervention gouvernementale, comme le contrôle du Crédit, la nationalisation des industries-clés, etc., ont

été mises en échec par les trusts de la Finance et de l'Industrie. Il ne peut plus être question de s'illusionner, outre mesure sur les possibilités réalisatrices de la collaboration syndicalo-gouvernementale.

Devant les faillites accumulées, la politique ouvrière du syndicalisme devrait consister pour nos dirigeants à revendiquer hautement la gestion des entreprises de production et de réparation, transports, etc., à poursuivre, sur la base de l'entreprise, l'action et l'éducation nécessaires pour préparer, par le truchement de ses délégués d'ateliers, la classe ouvrière à ce rôle, en vulgarisant les données du contrôle ouvrier qui n'attend que la volonté des intéressés pour être appliqué.

Mais ne craint-on pas dans certaines sphères dirigeantes du mouvement syndical que cette initiative ne développe les aspirations ouvrières qui déborderaient le programme revendicatif minimum auquel on veut les assigner ? Quoi qu'il en soit, les travailleurs conscients de la mission historique du syndicalisme qui « vise à la suppression du patronat et du salariat » feront bien de rappeler à leurs dirigeants que cette tâche doit être menée, selon les décisions mêmes du congrès de Toulouse, dans l'indépendance absolue à l'égard des gouvernements et des partis politiques.

N. FAUCIER.

Dans les boîtes et sur les chantiers

Aux Correspondants des Groupes d'usines et de chantiers

Le succès remporté par la création de la rubrique « DANS LES BOÎTES ET SUR LES CHANTIER » a démontré de la façon la plus probante qu'elle répondait à une nécessité.

Chaque semaine s'accroît le nombre de communications reçues au point même que nous sommes contraints, vu l'insuffisance du nombre de pages, de procéder à une sélection sévère dans l'ordre du degré d'intérêt et d'actualité.

Nous ne saurions assez encourager cette liaison toujours plus étroite des militants avec leur journal, qui, au grand dam des chefs syndicalistes moscovitaires et réformistes, tend à apparaître de plus en plus comme la tribune

libre, vivante, indépendante du syndicalisme révolutionnaire et d'action directe.

Il est donc nécessaire que nos militants dans les boîtes et sur les chantiers accentuent encore leurs contacts avec le LIB syndicaliste. Ils favoriseront ainsi la pénétration de notre propagande sur les lieux mêmes du travail et dissolvent les colonnes et les mensonges répandus sur nous par vingt années de propagande antianarchiste.

Nous ne leur demandons que de se conformer à quelques règles essentielles touchant à la rédaction de leurs informations, que nous énumérons ci-dessous :

- 1° Partout où il existe un groupe constitué, les informations doivent être visées du groupe ;
- 2° Bien préciser le lieu, le nom de l'entreprise et vérifier avec le plus d'exactitude possible les faits rapportés ;
- 3° S'efforcer d'éliminer les attaques personnelles et, en tout cas, les injures ou les insultes, toujours inutiles, car une démonstration a toujours d'autant plus de force qu'elle est faite avec mesure et sans excès de verbalisme ;
- 4° S'efforcer de rédiger le plus brièvement possible en tenant compte que la place étant limitée, toutes les informations doivent pouvoir se loger dans la rubrique.

LA GREVE DANS LA MESURE POUR HOMMES

LA MAISON ALBA

Ces jours derniers, une affiche fut placardée sur les murs de Paris, par les soins des ouvriers et ouvrières de l'usine « Alba », située rue de la Petite Pierre, dans le 11^e pour dénoncer à l'opinion publique, les agissements de leur patron Gueudet, dit « Alba ».

Ce patron de combat, en réponse à une demande de revendications, a fermé son usine, se refusant de payer les salaires du personnel et lui demandant, par surcroît, 1.500 fr. de dommages-intérêts pour préjudice causé par la grève, rupture de contrat, etc.

Ce Gueudet, n'est pas un vulgaire « singe » ; il est un débrouillard qui a su prendre ses précautions pour être immunisé à tous les points de vue.

Il sait par expérience qu'il n'a rien à redouter des attaques de la presse dite ouvrière car il « l'arrose » copieusement par sa publicité, il prend la une « assurances mutuelles », le comité de grève de cette Maison au mois de juin dernier s'en est aperçu. Les communiqués publiés par le « Peuple » et le « Popu » étaient tellement amphigouriques qu'ils étaient inintelligibles ; à la grande stupefaction des débutants qui ne s'expliquaient pas le mystère.

D'ailleurs, cette publicité est un bon placement, une partie de sa clientèle émane de certains milieux « ouvriers organisés » et comme, en même temps, il mise sur les Croix de feu dont il est membre, la clientèle afflue en masse.

C'est que, en homme d'affaires, qui a du flair, il n'eût pas de peine à deviner que la confection était une source de profits aussi lucrative qu'une mine d'or.

Et, pour mener à bien ses projets, il innova « la petite baraque ». Au lieu de monter des monstrueux genre Galeries Lafayette et autres, il se contenta de petits magasins. C'est ainsi que nous voyons rue Rougemont « Alba » de chaque côté de la rue ; il y a « Chodé » à côté du « Matin », et puis « Tom » vers le faubourg Montmartre.

Lorsque sa situation fut solidement assise, il supprima un intermédiaire, son fournisseur en confection, et fit fabriquer directement « sa camelote », ajoutant ainsi aux bénéfices du vendeur ceux du producteur. C'est ici qu'apparaît cette fameuse usine, rue de la Petite Pierre.

Ceci, c'est la façade qui hypnotise le public, mais entrons un peu à l'intérieur pour connaître le sort des ouvriers.

Jusqu'aux événements de juin « la baraque Alba » avait une réputation telle sur la place de Paris, que personne ne voulait y mettre les pieds. A quoi cela tenait-il ? Principalement à son chef de pompe, Weber, une canaille de la pire espèce qui transformait l'atelier en un vrai bagne instituant des normes de travail impossibles, flanquant à la porte toutes les têtes qui

n'avaient l'heur de lui taper dans l'œil, créant le mouchardage.

Les événements de juin changèrent un peu la face des choses, mais, pour reprendre le terrain perdu, cette crapule recommença à quelque temps de là, toutes ses brimades. Il nous fit balancer à quatre au mois d'octobre, avec assentiment du secrétaire du syndicat, Bertrand, se parant ainsi devant les éventualités, et ce sans que les nacos syndiqués aient élevé la moindre protestation.

Et, après notre départ, on réembaucha pendant quelques semaines le même « syndiqué ». Tel est l'oiseau qui se dérobe ! Il est syndiqué, espérant que par la suite il serait moins « va-cha ». Les événements actuels ont prouvé jusqu'à quel point il s'était fourvoyé.

Nous pensons que les éléments sérieux et il y en a chez Alba — sauront en rentrant, mettre les choses au point.

Lagrange.

AUX RADIATEURS CHAUSSON A ASNIERES

A la suite des manœuvres des politiciens, le patronat commence à reprendre du mordant. Ces provocations ne trouvent en face d'elles que des appels au calme de la part des bonzes de la C.G.T.

Ceci prouve que le patronat n'a pas désarmé, et qu'il trouve un appui de la part de ceux en qui nous avons mis notre confiance.

En face de cet état de choses, la classe ouvrière doit être plus que jamais vigilante et surtout plus ardente.

Voyons, camarades, êtes-vous entrés au Syndicat pour faire le jeu des politiciens ou pour défendre vos droits ?

Il importe que vous vous prononciez, que vous indiquiez à vos délégués qu'ils doivent tenir compte de votre volonté à voir le syndicalisme être un organisme de lutte de classe et non pas un organisme de collaboration, soutien de la clique gouvernementale.

Voyez : l'emprunt de la Défense Nationale. Voyez : la grève générale réduite à une apologie du Front populaire.

Camarades de chez Chausson ! Il est encore temps de montrer que vous êtes des prolétaires et n'avez rien de commun avec ceux qui vous conduisent à l'asservissement.

Un Métallo libertaire.

AUX ATELIERS LAVALLETTE

Au lendemain de la tuerie de Clichy où cinq prolétaires furent assassinés par la police du Front populaire, l'effervescence fut grande dans nos ateliers. L'idée de « représailles » naissait dans toutes les têtes. Spontanément surgit l'affirmation de protestation en débrayant pendant une heure. Les ouvriers se réunirent pour prendre des décisions. Ils mandatèrent des délégués auprès de la direction pour demander le renvoi immédiat de tous les Croix de feu. La direction refusa net. Après le compte rendu fait par les délégués à la hauteur de leur tâche, les camarades, à l'unanimité, demandèrent que la grève générale soit déclenchée dans le plus bref délai et que la lutte continue jusqu'à entière satisfaction.

Ici on doit souligner l'attitude d'un délégué qui, sans démagogie et avec raison, fit sentir à chacun les responsabilités qu'il fallait prendre.

Au « camarade » Frachon

Secrétaire adjoint de la C. G. T.

J'ai lu dans l'Humanité la lettre ouverte à ton frère du Syndicat professionnel. Le jeune du S. P., tu l'appelles ton frère ! Permet-moi de te dire que tu fais partie d'une drôle de famille. Il n'y a encore pas si longtemps que tu ne reconnaissais comme des frères que les adhérents du grand parti des masses, que les ouvriers n'acceptant que le seul mot d'ordre : classe contre classe. Il faut croire que l'atmosphère de la rue Lafayette est rudement étonnante pour que ton évolution ait été si rapide et si complète.

Tes frères Frachon, les jeunes des syndicats professionnels des Assurances qui brimèrent leurs collègues de la C. G. T. et les empêchèrent de travailler ?

Tes frères Frachon, les jeunes des syndicats professionnels des maîtres du Nord, qui, en plein accord avec un patronat rapace, se mettaient en grève (sic) dans le seul but de contre-carrer la rentrée des ouvriers ?

Tes frères aussi, les jeunes de la Société Industrielle des Téléphones, les jeunes de la Suze, tous membres du syndicat professionnel et farouches adversaires de la C. G. T. Et c'est tout ça, c'est toute cette pourriture fasciste, qui lutte toujours contre nous que tu appelles des « prolétaires de France », honnêtes, courageux, solidaires ». Certainement que le jour où tu les as regardés, tu avais dû oublier les lunettes.

Donc, ce jeune contre lequel nous luttons dans les usines, dans les chantiers, dans les bureaux, toi, de ton fauleuil de secrétaire, tu l'appelles à toi. Et pour qu'il vienne plus sûrement, ne le fiant pas seulement aux résultats de ton appel pathétique, tu lui fais miroiter tous les avantages obtenus par l'action cégétiste. Il y aurait peut-être beaucoup à dire là-dessus. Les avantages obtenus par l'action ouvrière ont été neutralisés par l'action des dirigeants. La suppression du droit de grève grâce à la loi sur l'arbitrage obligatoire, n'est qu'un peu acquis grâce à toi, Frachon. Mais où tu vas fort, c'est lorsque tu écris que « nul plus que nous ne désire l'ordre et la tranquillité dans le respect des lois et des conventions collectives ».

Parles pour toi, Frachon, mais pas pour nous. Nous savons que si nous avons obtenu les améliorations dont tu parles, c'est en occupant que les usines, c'est-à-dire en violant les lois. Et nous en violons encore, ne t'en déplaie, Frachon.

Il y a encore une autre chose. Pendant que benolement tu t'adresses à ton frère le jeune du S. P., les sous-ordres de l'Union et des Métaux attaquent férocement les camarades militants cégétistes coupables de vouloir que les syndicats passent à l'action. Alors, Benoit, qu'est-ce que ça signifie ? Les jeunes le seraient-ils plus sympathiques que les révolutionnaires ? A vrai dire, nous nous en doutions déjà. Merci de nous l'avoir rappelé.

GAMS.

Appel au calme

Les conséquences des multiples appels au calme, que nous ont prodigués les « responsables » du mouvement syndical se font sentir de plus en plus lourdes. Les exploitateurs redressent la tête et passent carrément à l'offensive. Licenciements par les seules lois de la C. G. T. vidées de leur contenu, les plus combattifs des prolétaires les plus fidèles aux militants cégétistes coupables de vouloir que les syndicats passent à l'action. Alors, Benoit, qu'est-ce que ça signifie ? Les jeunes le seraient-ils plus sympathiques que les révolutionnaires ? A vrai dire, nous nous en doutions déjà. Merci de nous l'avoir rappelé.

A la chocolaterie Foulon, rue de la Réunion (20^e), les cégétistes sont progressivement éliminés et remplacés par des Croix de feu. Des bagarres éclatent journellement à l'intérieur de l'usine. Le 19 mars, le « Peuple », organe de la C. G. T., nous apprend que dans la région de Douai les « délégués » poursuivis par le patronat pour occupations d'usine, sont condamnés à payer 750 francs par usine pour signification de jugement... et il y a une vingtaine d'usines.

La direction de l'usine Arnel (même région) poursuit les délégués de cet usine en 15.000 fr. de dommages et intérêts pour violation de domicile, vol de charbon et d'électricité.

En outre, les délégués ont été avisés que les retenues seraient, faute de paiement dans les délais voulus, effectués sur leurs salaires.

Attendons-nous à ce que la encore, la « justice républicaine » donne satisfaction au patronat. Qu'en dites-vous camarades ? Ne pensez-vous pas que cette situation doit cesser.

Camarades, souvenez-vous de ceci : LA LACHETE EST PAR EXCELLENCE LE RES ET DES LOIS.

En effet, les lois sont faites par des bourgeois, pour des bourgeois. Les lois sont des barrières que les délégués de privilèges dressent sur la route qui mène à l'émancipation intégrale. Il nous faut donc nécessairement renverser ces barrières, et en particulier celle qui concerne le « respect de la propriété ». La propriété, c'est le vol !

Camarades, en tous lieux et en toutes circonstances, contre les endormeurs, réclamez le retour aux méthodes de juin, à l'action directe, la seule qui puisse non seulement nous permettre de conserver les avantages acquis, mais mieux d'en acquérir d'autres.

JULIOT.

vres préjudiciables à l'esprit syndicaliste, c'est tout juste, en certains chantiers, si ne sont pas chassés les camarades militants prêchant l'indépendance et l'action directe pour l'obtention de nos revendications.

Pour une meilleure compréhension et une plus grande pénétration d'esprit syndicaliste dans les chantiers et ateliers, camarades du Bâtiment décidés à lutter activement, assistez à cette conférence éducative très importante, venez y prendre les arguments qui vous sont nécessaires pour convaincre vos camarades de travail ; apprenez à vous connaître pour lutter ensemble et battre plus facilement le patronat.

Que pas un seul syndicaliste révolutionnaire du bâtiment ne manque à cet appel. Au début de cette conférence, un camarade de des terrassiers prononcera une allocution.

Pour un groupe de gars du bâtiment : Pinçon, Petit.

Aux camarades du bâtiment

Le Cercle des Syndicats lutte de Classes et les camarades Syndicalistes Révolutionnaires du Bâtiment organisent le samedi 3 avril à 9 h. 30 du matin, salle des Jeunes Républicains, rue Dupetit-Thouars, une importante conférence ayant trait aux problèmes actuels posés devant les syndicats, comment ils doivent être résolus par eux en conservant toute indépendance à l'égard des partis politiques. Devant le malaise existant, le manque d'expérience de beaucoup de camarades permet trop de manœuvres